

Fernando

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 28

avril 84 / 14 fr.

Dossier

**Reconversions capitalistes
ou
alternative socialiste**

**La grève de
Rhône - Poulenc
Vitry**

**Spécial rassemblement
contre l'austérité, contre l'Europe capitaliste
26 - 27 mai au Bourget**

Contributions

– PCML

– Gauche autogestionnaire

**La grande mutation de
l'industrie américaine**

« Blessés mortellement par la droite, achevés par la gauche »

LES décisions gouvernementales sur la sidérurgie et l'école pourraient bien marquer un tournant du septennat. Mitterrand voudrait-il en convaincre l'opinion qu'il n'agirait ni ne s'exprimerait autrement. Les locaux du PS à Longwy ont fait les frais de la révolte des sidérurgistes. « *Mitterrand démission* », a-t-on entendu dans les manifestations qui ont suivi le Conseil des ministres du 29 mars, tandis que des portraits présidentiels arrachés des mairies finissaient en flammes, dans les poubelles.

La révolte des sidérurgistes lorrains, plus encore que celle d'Ugine-Acier à Fos, trouve son origine à la fois dans le foudroyage d'une région industrielle entière et dans le souvenir ulcérant des promesses auxquelles s'était engagé le candidat Mitterrand en 1981 : développer la production et l'emploi dans la sidérurgie. Aujourd'hui, reprenant le fil des grandes luttes de 1979 contre les licenciements décidés par Giscard et Barre, les sidérurgistes se soulèvent à nouveau. Contre le gouvernement de gauche cette fois-ci, et contre celui qui les a si manifestement et si froidement trahis. « *Blessés mortellement par la droite, achevés par la gauche* », ce cri rapporté par la presse rend compte de la colère et du sentiment des sidérurgistes.

Le PS est immédiatement frappé par cette crise, au point que quatre de ses élus lorrains ont démissionné avec éclat des groupes parlementaires socialistes à l'Assemblée et au Sénat. Le premier secrétaire de la fédération mosellane du PS quitte le comité directeur de son parti, déclarant ne plus se référer qu'aux décisions des militants de son département. Ceux-là, au moins, n'assument pas. Mais l'onde de choc traverse aujourd'hui l'ensemble du PS.

D'autant plus que les discours sur les mesures d'accompagnement social ont fait long feu. On sait que les fameux congés de reconversion imaginés voici quelques mois par Mauroy ne concerneront qu'environ quinze mille travailleurs. L'habillage social de la reconversion industrielle a disparu, l'alibi a sauté. La restructuration apparaît brutale et nue, comme si Mitterrand, qui a pris la responsabilité suprême de la décision, entendait que le sens des fermetures d'aciéries soit compris partout sans ambiguïté : rien ne saurait entraver ce qu'il appelle l'effort de modernisation industrielle de la France, et surtout pas les espoirs placés dans les promesses de 1981 ! C'est ce qu'ont compris les sidérurgistes qui ont rebaptisé leur marche sur Paris prévue pour le 13 avril « marche sur l'Elysée ».

Secoué par la révolte des sidérurgistes, le PS ne l'est pas moins, sous des formes différentes, par la politique gouvernementale sur l'école. Là encore, Mitterrand semble avoir cherché à démontrer que l'identité laïque du PS, la forte composante laïque de son électorat, ne sauraient conditionner l'action gouvernementale. Le « compromis » passé avec l'épiscopat consacre le plan Savary, hors de tout contrôle et décision parlementaires.

Confronté à l'opposition des députés socialistes et communistes à l'Assemblée sur ce projet, le gouvernement n'aura peut-être d'autre choix que le recours au vote de confiance, par l'utilisation du fameux article 49 ter de la Constitution. C'est en tout cas ce que semblent admettre Jospin et Joxe quand ils conjurent le pouvoir de procéder à une consultation préalable avec le PS, afin que celui-ci ne soit pas contraint d'avalier une loi dont il réproouve certaines

dispositions, contre lesquelles il appelle à manifester avec le CNAL le 25 avril.

Mais le gouvernement peut-il reculer sur son « compromis » avec les évêques pour sauver la face du PS ? Après Versailles, la droite et l'Eglise tiennent encore en réserve l'arme d'une manifestation nationale. Les évêques sauront s'appuyer sur les engagements antérieurs du gouvernement pour mieux mobiliser. Le front commun Eglise-opposition que le pouvoir avait cru habile de dissocier se reconstituerait avec plus de force.

Entre une crise politique de première ampleur à quelques semaines des élections européennes et une crise au sein du PS, le gouvernement choisira vraisemblablement la seconde. Les tentatives des dirigeants socialistes pour échapper à ce dilemme ont toutes chances de rester vaines.

Comment Mitterrand entend effacer le 10 mai

Pour la sidérurgie comme pour l'école, Mitterrand a pris soin de faire savoir qu'il assumait personnellement toutes les conséquences des décisions prises. Il cherche, par là même, à se placer délibérément au-dessus des conflits qui divisent les Français, au-dessus de sa majorité, et à faire comprendre qu'il ne saurait être lié d'aucune façon par les engagements pris par cette majorité.

Cette démonstration vise le PS, mais bien sûr aussi le PC. Mitterrand le met en demeure de rompre ou de s'incliner. Dans le premier cas, le PC s'engagerait dans l'inconnu et abandonnerait, sans contrepartie aucune, l'avantage de siéger au gouvernement. Dans le second, ses protestations verbales perdraient largement de leur impact. Le PC apparaîtrait comme le parti qui ne défend les travailleurs qu'en paroles et qui se couche devant Mitterrand, lié dans la pratique à une politique gouvernementale à laquelle il demeurerait associé. En effet, la seule chose qui intéresse la direction du PCF, défaite en 1981, c'est la « reconquête de son influence », reconquête qui ne peut se faire qu'aux dépens du PS et sur son dos. Le cours présidentiel et bonapartiste accentué donné par Mitterrand à son pouvoir vise à casser ce jeu en contraignant le PC à perdre sur les deux tableaux.

Cette démonstration vise enfin l'électorat du centre et de la droite. Auprès de celui-ci, Mitterrand cherche à restaurer l'image d'un monarque républicain gouvernant souverainement au-dessus des factions, comme disait de Gaulle, et en faisant respecter l'autorité de l'Etat. L'image en somme de tous les présidents de la V^e République, dégradée au fil du temps, mais que les institutions lui permettent d'incarner.

La recherche de ce consensus, en vue des élections de 1986, repose sur un calcul : l'affaiblissement de la gauche n'entraîne pas *ipso facto* un renforcement tel de la droite qu'il lui permettrait de revenir victorieuse aux affaires. Dans cette optique, les laborieuses tentatives pour constituer un pôle électoral au centre visent à ouvrir la porte vers la majorité présidentielle à une partie de l'UDF.

Elle repose aussi sur la capacité de l'Elysée de contenir les luttes sociales grâce à ses relais politiques et syndicaux et à les neutraliser faute de perspective politique. Les éditorialistes du *Figaro* se trompent, à cet égard, quand ils croient pouvoir affirmer que Mitterrand ne garantit plus à la bourgeoisie la paix sociale. Il faut bien constater que, malheureusement, jusqu'à présent, la coalition gouvernementale actuelle est parvenue à imposer des mesures anti-ouvrières auxquelles Giscard, Barre ou Chirac avaient dû renoncer devant les rapports de forces sociaux.

L'image du barreur conduisant le navire au milieu des tempêtes et sachant seul trouver la route est façonnée, à l'usage de Mitterrand, par les faiseurs d'opinion. Elle renvoie cependant à une réalité institutionnelle et politique : sous cette République, les majorités ne se font pas à l'Assemblée mais derrière la politique et la figure élyséennes. Mitterrand reste le maître de cette carte, que les leaders de la droite ne peuvent lui contester, sauf à renier les institutions elles-mêmes. Si le barreur cherche sa route, l'on sait qu'elle ne peut que tirer sur la droite, et que les prochaines élections européennes sont de nature à lui indiquer les passes.

Il n'en est que plus nécessaire et urgent pour le mouvement ouvrier de se dresser contre les décisions gouvernementales d'aujourd'hui. La lutte des sidérurgistes, après celle de Talbot, des chantiers navals et des mines, pose une

exigence incontournable : zéro licenciement et refus des reconversions capitalistes. Le PC, qui dénonce le plan acier du gouvernement, ne propose, comme à Talbot, qu'une réduction des suppressions d'emplois, car il respecte le cadre de l'économie de marché. Ce qu'il faut mettre à l'ordre du jour, c'est un mouvement d'ensemble de tous les secteurs menacés contre les licenciements.

Le combat des laïcs pour l'école publique rejoint celui de tous les travailleurs car, à travers le plan Savary, c'est le modèle du privé qui s'impose, jusque dans son fonctionnement, au service public. Le 25 avril, contre l'abandon des promesses de 1981, contre la tentative du gouvernement d'effacer le caractère de victoire ouvrière du 10 mai, les laïcs doivent exiger des députés PS et PC qu'ils fassent la loi pour l'école publique.

L'ensemble de ces luttes appellent, dans la situation d'aujourd'hui, une autre politique, une véritable stratégie de rupture avec le capitalisme, qui pose concrètement la question d'une issue socialiste à la crise. Une telle stratégie est nécessaire au mouvement ouvrier, et c'est autour d'elle que doivent se rassembler organisations, courants et militants du mouvement ouvrier qui refusent la politique gouvernementale d'austérité et de licenciement, la politique de gestion de la crise capitaliste par les organisations du mouvement ouvrier.

C'est le sens et l'ambition du rassemblement national contre l'austérité et l'Europe capitaliste, qui se tiendra les 26 et 27 mai au Bourget, à l'initiative de la LCR, et auquel participeront d'autres tendances du mouvement ouvrier. Défendre les idées révolutionnaires, rassembler pour débattre et agir, telle est la tâche de l'heure.

Le 31 mars 1984

**Rassemblement
des travailleurs**
26-27 mai
LE BOURGET
*contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste*

Samedi 26 mai

14 h-18 h. Forums avec de nombreux invités :

1. Les luttes ouvrières aujourd'hui
2. Les syndicats face à la crise
3. Les restructurations industrielles et les solutions anticapitalistes
4. Les jeunes, les immigrés et le racisme

19 h-21 h. Meeting international avec : des représentants des conseils de fabriques italiennes, des sidérurgistes espagnols, des syndicats allemands, des dockers danois.

Dimanche 27 mai

10 h-12 h. Trois forums :

1. Austérité et oppression des femmes
2. Militarisation et austérité
3. Pour l'école laïque

12 h-14 h. Repas en commun

14 h-16 h. Spectacle et meeting de clôture

Organisations invitées : Lutte ouvrière, PCML, Gauche autogestionnaire, UTCL, plusieurs associations de défense des travailleurs immigrés.

Rhône-Poulenc-Vitry :

Premiers enseignements d'une grève

Michel VERREO

La montée du mécontentement des travailleurs de Rhône-Poulenc a été directement liée à la politique salariale suivie depuis trois ans par la direction du groupe sur les bases des directives fournies par le patronat de l'Union des industries chimiques (UIC composée à 60 % par des entreprises nationalisées) et le gouvernement. Cela a signifié pour les travailleurs en 1982 une stagnation du pouvoir d'achat et en 1983, une perte moyenne de 5 % (pourtant calculés à partir de l'indice INSEE).

A l'usine de Rhône-Poulenc Santé de Vitry-sur-Seine, qui compte près de 1 500 salariés, ce sont les propositions de l'UIC pour 1984, reprises par la direction Rhône-Poulenc, qui ont fait déborder le vase.

— Rien en ce qui concerne le rattrapage du pouvoir d'achat pour 1982-1983.

— Le décomptage pour la première fois des augmentations individuelles et des primes d'ancienneté de l'augmentation générale de 7 % de la masse salariale annuelle « accordée » pour 1984.

— En y ajoutant le calcul du fameux « effet report » des dernières augmentations de salaires de 1983, l'augmentation nette des salaires se réduit à 3,5 % pour cette année.

Cela faisait d'autant moins le compte que tous les travailleurs de RP savaient que le taux minimum d'inflation atteindra cette année 7 %, que les dirigeants de Rhône-Poulenc Santé avaient claironné quelques semaines auparavant que les résultats de la société pour 1983 avaient été bons et que les titres participatifs accordés après la nationalisation aux anciens actionnaires capitalistes privés de Rhône-Poulenc leur rapportent de 10 à 19 % l'an.

A cela s'ajoutaient d'autres remises en cause des acquis, notam-

ment la non-reconduction de l'accord de 1972 prévoyant le droit à l'anticipation de cinq ans sur l'âge légal de la retraite pour les travailleurs postés en 3 x 8 et 4 x 8.

Il y a sur l'usine de Vitry deux principaux secteurs de fabrication, l'organique et les antibiotiques (ces derniers travaillant essentiellement en 4 x 8).

Lors de la réunion paritaire sur les salaires qui s'était tenue au moment des fêtes de fin d'année, l'ensemble des syndicats, CGT, CFTD, CFTC et FO avaient refusé de prendre en considération les propositions salariales du groupe et avaient quitté la réunion, pour la première fois depuis des années. Au cours du mois de janvier, une certaine effervescence commençait à se manifester sur l'usine de Vitry, la plus importante de la branche Rhône-Poulenc Santé (le trust Rhône-Poulenc est divisé en plusieurs sociétés disposant chacune de leur « autonomie de gestion »).

C'est le 2 février que les travailleurs de fabrication de l'organique débrayaient une heure pour tenir une assemblée générale. La grève était massivement suivie par les équipes postées 2 x 8 et 3 x 8. L'assemblée générale devait regrouper plus de cent-vingt travailleurs du secteur, chiffre sans précédent depuis plus d'une dizaine d'années sur ce secteur. Elle adoptait à la quasi-unanimité la plate-forme revendicative suivante :

— Rattrapage du pouvoir d'achat perdu en 1983 avec un minimum de 600 F mensuels pour tous.

— La garantie du maintien du pouvoir d'achat pour 1984 sans intégration des augmentations dites individuelles et des primes d'ancienneté.

Pour favoriser l'entrée en lutte des travailleurs du secteur antibiotique, elle y rajoutait le droit à la retraite anticipée à 55 ans pour le personnel posté et affecté à des tra-

vaux pénibles. Enfin l'assemblée générale décidait de n'entamer la grève de quatre heures fin de poste que le mardi suivant, 7 février, pour permettre aux autres secteurs de l'usine de s'y raccrocher. Au cours des jours suivants, les ouvriers des antibiotiques décidaient effectivement de se joindre au mouvement sur la même plate-forme.

La grève, qui allait durer deux semaines, et être l'une des plus suivies et des plus combatives parmi les travailleurs de fabrication de Rhône-Poulenc Vitry (ils représentent un peu moins de la moitié des effectifs salariés de l'usine) allait effectivement démarrer le 7 février sous la forme d'une grève de quatre heures fin de poste, reconductible chaque jour en assemblée générale.

Dès le début, sous l'impulsion notamment des militants révolutionnaires, les grévistes allaient systématiquement appeler les autres secteurs de l'usine (labo, corps d'Etat, chaufferie, personnel administratif, pompiers, etc.) à les rejoindre. Dès le début aussi, les militants les plus actifs de la grève commençaient à se réunir à plus d'une trentaine après les assemblées générales, à s'organiser pour diffuser les tracts, constituer les piquets explicatifs, assurer les équipes d'information à chaque prise de quart.

Il faut noter qu'au début du mouvement les trois organisations syndicales, FO (dirigée par LO), CGT (où se trouve aussi une minorité de militants révolutionnaires LO et LCR) et la CFDT (minoritaire sur l'usine et très recentrée) se déclaraient au moins verbalement pour certaines, prêtes à soutenir le mouvement et à respecter les décisions que prendraient les grévistes en assemblée générale. Il apparut aussi très vite que les militants révolutionnaires, notamment du fait de l'implantation ancienne et tout à fait conséquente des camarades de LO, disposaient d'une influence hégémonique face au PC parmi les grévistes, qui représentaient au début plus de 70 % du personnel des deux principaux secteurs de fabrication.

La décision de ne faire que quatre heures de grève fin de poste correspondait à certaines traditions de lutte de l'usine et marquait les limites de la combativité de certains travailleurs grévistes. Elle indiquait aussi chez de nombreux autres travailleurs la conscience qu'il fallait s'attendre à une lutte de longue durée avant que la direction de Rhône-Poulenc cède face aux grévistes d'une seule usine, alors

que leur succès éventuel contre la politique d'austérité n'aurait pas manqué de faire tâche d'huile sur tout le groupe à l'exemple de ce qui s'est passé chez Renault avec l'affaire de la « prime pour la R 25 ».

La création du comité de grève

Le premier tournant dans la lutte allait intervenir le jeudi 9 et le vendredi 10 février. Ce fut d'abord l'entrée en lutte du personnel travaillant en « normale » (mécanique, chaudronnerie, certains laboratoires, etc.) : il allait participer massivement à un débrayage appelé pour le 9 sur l'ensemble de l'usine et se retrouver, avec les grévistes de fabrication, à plus de quatre cents au rassemblement devant la direction (chiffre le plus important peut-être depuis 1968 sur l'usine). Dans le bureau du directeur investi pacifiquement, mais massivement, les travailleurs de Vitry devaient s'entendre dire que la direction de Rhône-Poulenc n'entendait négocier sur rien, sur aucun des points de la plate-forme revendicative, malgré les appels du pied réitérés des bureaucrates syndicaux demandant que « quelques portes soient laissées ouvertes » ou qu'à tout le moins, la direction annonce une date pour l'ouverture de négociations.

Cette intransigeance allait mettre le feu aux poudres. A l'issue de la délégation du 9, plus de trois cents personnes se retrouvaient en assemblée générale et décidaient :

— De reconduire la grève pour le secteur fabrication.

— De se mettre en grève reconductible (mais le plus souvent de deux heures seulement fin de poste) pour le personnel en normal.

Dans la foulée, les militants révolutionnaires proposaient la constitution d'un comité de grève en demandant aux volontaires de se désigner et de s'inscrire sur une liste. L'essentiel de ceux-ci vinrent du noyau de la trentaine de grévistes de fabrication qui avaient été les plus actifs les jours précédents. Pour ne pas apparaître comme s'opposant frontalement à la combativité des travailleurs de fabrication, les dirigeants du PCF, au moins les plus « politiques », comme le secrétaire de la section d'usine du parti et le secrétaire général de la CGT décidaient de participer au comité de grève tout en réaffirmant qu'ils n'en voyaient pas l'utilité. Ils avaient auparavant, mais en vain, tenté de faire partir l'assemblée géné-

rale en manifestation dans l'usine. La liste du comité de grève fut ensuite ratifiée par un vote de l'assemblée générale.

— Le comité comportait donc une quarantaine de grévistes issus essentiellement des deux secteurs de fabrication, organique et antibiotique.

— Les principaux dirigeants des trois syndicats, CGT, CFDT, et bien sûr FO s'y retrouvaient.

— Au sein du comité de grève, dont la composition n'allait plus guère varier jusqu'à l'issue du conflit, les militants révolutionnaires en particulier LO, mais aussi de la LCR étaient hégémoniques du point de vue de leurs propositions pour organiser et pour suivre le mouvement.

Une bonne partie des dirigeants du PCF et de la CGT se retrouvèrent marginalisés, essentiellement parce qu'ils étaient ouvertement opposés à la création du comité de grève. De plus, bon nombre d'entre eux se trouvaient travailler dans les secteurs moins combatifs que les travailleurs postés de fabrication.

Le lendemain de la création du comité de grève, la CFTC, racolée d'ailleurs par le PCF et qui a sur l'usine un poids relatif important (un tiers des votes aux élections professionnelles), constituait une intersyndicale avec les trois autres autres syndicats. Si la CFTC a refusé de bout en bout de reconnaître le comité de grève, elle n'a pas pu empêcher qu'il participe en tant que tel aux intersyndicales comme aux « négociations » avec la direction.

Il est vrai qu'un deuxième tournant s'était produit le vendredi 10 février, lorsqu'en présence du directeur de l'usine qui annonçait l'ouverture de négociations avec les seules organisations syndicales représentatives, les dirigeants PC de la CGT, suivis par ceux de la CFTC et de la CFDT, déclaraient qu'ils ne mettraient « aucun préalable », c'est-à-dire qu'ils ne se battraient pas pour que le comité de grève y soit présent. Certains dirigeants du PCF allaient même jusqu'à attaquer en plein bureau patronal, devant plusieurs dizaines de grévistes, le principal dirigeant du comité de grève (militant de LO et syndiqué à la CGT), puis à proposer un vote sur le tas, devant le patron. La manœuvre s'acheva en totale déconfiture et lors de la réunion du comité de grève qui s'en suivit, à laquelle assistaient plusieurs dizaines d'autres grévistes, les dirigeants du PC durent faire publiquement machine arrière et annoncer qu'ils se battraient pour la

présence du comité de grève aux négociations. Ils furent suivis par la CFDT. La CFTC dut elle aussi, dans la foulée, avaler la couleuvre.

Après l'ouverture de ces négociations où la direction ne proposa rien d'autre qu'un pour cent d'augmentation pour les minima des plus bas salaires (catégories 140 à 190 de la chimie), la lutte se durcit encore avec la décision des grévistes de bloquer les expéditions par des piquets 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Cela n'avait jamais eu lieu sur l'usine, même au plus fort de la grève générale de Mai 1968.

Au bout d'une semaine de ce blocage, étendu dans les derniers jours aux wagons SNCF qui desservent l'usine, la direction, sans rien lâcher de plus sur les salaires, devait faire une nouvelle concession : promettre que par une sorte d'accord de solidarité avec une entreprise en difficulté (en l'occurrence l'imprimerie Montsouris) les trente-neuf travailleurs postés en 3×8 et 4×8 âgés de plus de cinquante-cinq dans l'usine pourraient partir en retraite aux conditions à peu près équivalentes à celles de l'accord de 1972.

Au bout de quinze jours de grève, rien ne bougeait sur la question des salaires dans les autres usines du groupe ou même dans le secteur nationalisé « privé », et le mouvement commençait à s'effriter. Sur proposition du comité de grève, l'assemblée des grévistes de fabrication décidait alors d'interrompre la grève pour éviter que le mouvement, qui ne s'était pas réellement étendu aux autres secteurs de l'usine, ne s'effiloche.

Les anciens, les jeunes et les révolutionnaires

Il ne peut être question, dans les limites de cet article, de dresser l'inventaire complet des enseignements et des acquis de la grève. D'autant que ce sont les luttes à venir qui viendront pour l'essentiel confirmer ou non la solidité et la valeur du bilan positif que l'on peut tirer de cette lutte.

Tout d'abord, la grève de Rhône-Poulenc confirme la différence qui continue d'exister entre la dynamique des luttes sur les salaires et celles sur l'emploi, quand bien même les unes et les autres resteraient défensives. Alors que sur l'emploi, les travailleurs qui se mobilisent ont d'emblée le sentiment d'être le dos au mur, de

jouer à quitte ou double, la grève de Rhône-Poulenc a montré que sur les salaires les grèves restaient un ton en dessous, prenaient plus la forme d'une « répétition générale » : les travailleurs veulent avant tout montrer leur mécontentement et que, pour la première fois depuis trois ans, ils sont prêts à se battre. Cela s'est notamment traduit par le fait qu'une minorité seulement de travailleurs a participé quotidiennement de bout en bout à l'animation et à l'organisation de la grève, autour du noyau des quarante du comité de grève. Même si, grâce à l'existence du comité de grève, on a pu noter qu'un nombre beaucoup plus important de grévistes qu'à l'accoutumée prenaient en charge leur propre lutte.

La grève de Rhône-Poulenc a permis aussi de noter comment les recompositions à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier et syndical pouvaient s'opérer selon des modalités différentes d'un bastion industriel à l'autre. A Rhône-Poulenc, il est évident que c'est au travers du travail syndical, des possibilités légales qu'il offre, que des militants révolutionnaires ont pu montrer année après année qu'ils étaient les premiers non seulement à critiquer l'orientation des bureaucraties, mais aussi à défendre au jour le jour les intérêts ouvriers.

Mais le déplacement du rapport de forces au détriment de la bureaucratie ne s'est pas opéré là, comme il a pu le faire ailleurs, en s'appuyant sur l'existence de courants d'opposition syndicale. D'abord parce que ces derniers étaient inexistantes dans la toute petite CFDT de l'usine. Ensuite parce qu'au sein même de la CGT, les militants syndicalistes qui avaient pu critiquer l'attitude de la direction du PC envers tel ou tel militant révolutionnaire (notamment lors de l'élection de la direction du syndicat au congrès de l'automne dernier) n'ont jamais totalement rompu leurs liens avec le courant PC et ont été le plus souvent marginalisés tout au long du conflit. Ils n'ont joué qu'un rôle subalterne, ce qui a quelquefois ravivé leurs vieux réflexes antigauchistes. En gros, ils attendaient, souvent la rage au ventre prennent une position offensive. Et ils découvrent à l'heure du test que ce n'est pas la CGT en tant que telle mais les militants révolutionnaires qui prennent la tête du mouvement. En fait, cette évolution a été facilitée à Rhône-Poulenc par la convergence de trois facteurs.

L'existence en premier lieu d'une défiance de masse, répandue parmi la couche de travailleurs les plus anciens à l'égard des appareils syndicaux. Cette défiance est alimentée aussi bien par le souvenir des luttes trahies (et là la stabilité relative de l'emploi a joué dans ce sens) que par la rancœur accumulée après une nationalisation qui ne change rien à leur vie et l'expérience de la politique d'austérité des partis réformistes au gouvernement.

D'autre part, la volonté d'en découdre de toute la nouvelle génération de jeunes travailleurs. Souvent peu organisée politiquement ou syndicalement, originaire des grandes banlieues ouvrières autour de Vitry, elle n'entretient de toute évidence pas les rapports traditionnels de ses aînés à l'égard des appareils politiques ou syndicaux réformistes. Embauchés notamment avec les contrats solidarité d'après mai 1981, ces jeunes n'intériorisent pas les défaites passées ou les « routines » des actions revendicatives menées traditionnellement par le syndicat. Ils ont été souvent l'aile marchante de la grève et cela s'est retrouvé y compris dans le comité de grève.

Le facteur supplémentaire qui a joué, c'est bien évidemment la force d'implantation des militants révolutionnaires face à une crise de renouvellement des équipes de direction du PC dans le monde ouvrier et sur l'usine Rhône-Poulenc Vitry en particulier. Les rapports de forces numériques et politiques entre militants révolutionnaires et réformistes sont de toute évidence à Rhône-Poulenc Vitry très au-dessus de la réalité nationale dans les grands bastions in-

dustriels. C'est ainsi qu'il faut rappeler que plus d'une vingtaine de travailleurs de Rhône-Poulenc avaient accepté de participer à la liste présentée par LO et la LCR aux dernières élections municipales à Vitry.

Mais il est évident aussi que le PCF, aussi bien comme parti que comme fraction syndicale souffre d'une véritable crise de relève. Il n'y a plus aujourd'hui sur Rhône-Poulenc Vitry, comme il y avait il y a encore quelques années, de dirigeants du PC capables par leur seule « grande gueule » et leur autorité naturelle de retourner en dix minutes une assemblée générale. Et même si pour la masse des travailleurs, le PC n'est pas apparu comme brisant ouvertement la grève, il n'a pas fini de payer le prix politique d'avoir dû participer à une grève et à un comité de grève où l'influence des militants révolutionnaires était prépondérante, même s'il l'a fait en traînant des pieds et en espérant canaliser le mouvement. Cette participation ne constitue pas un « tournant » de sa ligne, même à l'échelle d'une seule usine, et il est vraisemblable qu'à l'avenir le PC fera le choix de casser plutôt que de plier. Pourtant, il est évident qu'il y a eu là un précédent durement discuté au sein du PC (la fédé chimie ayant au plus haut niveau semble-t-il avalisé la ligne de « chevaucher » le comité de grève alors que les organismes locaux du PCF sur Vitry voulaient « casser » dès le début).

Mais le bilan le plus positif de cette lutte concerne ceux qui l'ont menée, et se sont organisés pour le faire, les travailleurs de fabrication. Le climat entre la fin de cette grève, qui n'a pas été victorieuse mais où les

travailleurs ont été maîtres de bout en bout de leur combat tranche avec les fins de grève précédentes, lorsque nombre de travailleurs rentraient dans les ateliers en soupirant que les organisations syndicales n'avaient pas suivi ou avaient cassé leur lutte. Surtout cette lutte et la façon dont elle a été menée et organisée a permis à quelques dizaines de travailleurs, souvent inorganisés syndicalement et politiquement (même s'ils ont une appréciation positive du rôle joué par les militants révolutionnaires) d'apparaître à l'échelle d'une équipe, d'un atelier, d'un secteur comme une nouvelle génération de travailleurs combattifs. Ecoutés et capables de prendre des initiatives, le réseau qu'ils constituent restera marqué pour longtemps par l'expérience de cette grève et l'existence pendant treize jours du comité de grève.

Enfin on ne peut pas parler du bilan positif de cette grève sans évoquer l'acquis qu'a représenté le travail en commun des militants de LO et de la LCR. Un travail fondé dans la pratique, depuis la préparation de la grève jusqu'à la fin, sur un accord complet, total aussi bien sur les grandes orientations dans le mouvement que sur les détails au jour le jour sur lesquels se joue souvent le destin d'une lutte. Nous pensons que l'expérience commune à Rhône-Poulenc et qui l'espérons se renouvellera ailleurs, représente un pas, si petit soit-il, sur le chemin vers la construction de ce parti révolutionnaire des travailleurs qui fait défaut à la classe ouvrière en France et dans lequel se retrouveront un jour les militants de la LCR et de LO.

Le 29 mars 1984

PROGRAMME DE TRANSITION.

LEON TROTSKY.



Produit de la tradition du mouvement ouvrier international dans la continuité de ses acquis.

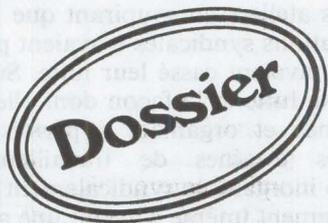
Synthèse des enseignements théoriques et pratiques de la lutte de l'Opposition de gauche au stalinisme.

Elaboré en 1938, le *Programme de transition* reste et demeure un document d'actualité et une arme essentielle pour tous les marxistes révolutionnaires.

Cette réédition comporte :

- une discussion avec L. Trotsky sur le *Programme de transition* ;
- le *Programme d'action des bolcheviks-léninistes de France de 1934.*

disponible à la librairie la Brèche, 9 rue de Tunis, 75011 Paris, Métro Nation



1 - Compétitivité et sureffectifs : où mènent les recettes patronales ?

Maxime DURAND

DANS les luttes et les débats qui s'intensifient actuellement autour des mutations industrielles et des projets de licenciements, les partisans de « zéro licenciement » sont rapidement qualifiés d'archaïques s'opposant à la marche inexorable du progrès.

Cet article voudrait étudier en détail l'argumentation capitaliste et montrer ses incohérences internes. Il s'agit donc essentiellement de montrer que derrière le rouleau compresseur idéologique d'un discours clair, simple et apparemment incontournable, se dissimulent des perspectives incertaines et des risques d'approfondissement catastrophique de la crise.

Le discours

Fondamentalement, il se ramène à l'argumentation patronale que nous résumons en encart. Mais il se renforce de discours apparemment plus scientifiques, plus théoriques dont on peut citer, à des niveaux différents, deux exemples : Malinvaud et l'OCDE.

● Malinvaud bouleverse la science et redécouvre le profit.

Dans son ouvrage récemment paru (1), le directeur de l'INSEE, en bon théoricien bourgeois, commence par chercher un nom pour cette sorte de chômage qui naît « dans les cas où la production pourrait être accrue grâce à une augmentation de l'input de travail mais où les entreprises ne jugent pas profitable d'embaucher plus, même confrontées à une demande excédentaire pour leur produit ».

Le terme de « sous-emploi classique » est proposé, par opposition à un « sous-emploi keynésien » où le chômage naît de l'insuffisance de la demande. C'est presque du marxisme : « Une autre appellation serait "chômage marxien", dans la mesure où l'existence d'une armée de réserve de travailleurs provient d'une accumulation antérieure du capital insuffisamment rapide ; mais Marx se réfère également à l'absence d'une demande suffisante. »

Bel hommage involontaire qui révèle en passant la crise de la théorie économique bourgeoise, incapable de rendre compte de la double nature de la crise, comme crise du profit et des débouchés. Son dernier remaniement, la théorie du déséquilibre, con-

siste à décrire une réalité qui sautille d'une forme de « sous-emploi » à l'autre. Mais s'il s'agit là de la haute cuisine de l'économie bourgeoise, celle-ci dispose aussi de ses « fast food ».

● L'OCDE ou le MacDonal'd de l'idéologie bourgeoise.

L'OCDE, Organisation pour la coopération et le développement économique, est un lieu où se forge l'idéologie économique de la bourgeoisie impérialiste. Il est donc intéressant d'y aller voir de près pour identifier les principaux ingrédients qu'elle utilise.

Concernant les prix et les salaires, la notion fondamentale est celle de « flexibilité ». Sous cette dénomination pudique on retrouve le thème de la désindexation, la revendication patronale de se débarrasser de tout ce qui vient opprimer sa liberté de baisser les prix, de licencier, d'organiser le temps de travail à sa convenance.

Le chômage proviendrait essentiellement, selon l'OCDE, d'un excès de rigidité. Une étude suggère par exemple « qu'en augmentant les coûts non salariaux du travail, les impôts et les modalités de financement de la Sécurité sociale peuvent avoir réduit la demande d'emploi dans plusieurs pays ».

Les dépenses publiques sont présentées comme l'une des principales sources de l'inflation et l'OCDE milite pour un programme visant à les restreindre au strict minimum. Les aides à l'industrie sont le mal absolu.

Contre tout ce qui fait obstacle au bon fonctionnement du sacro-saint marché, l'OCDE milite furieusement en faveur du libre échange et de la libre concurrence. Elle a cependant la faiblesse de penser que, grâce à leur flexibilité, les firmes multinationales ont contribué à ce fameux « ajustement positif » que préconise l'OCDE.

On ne peut pas dire que cet ensemble de recettes soit avancé avec une grande subtilité. Il est d'autant plus important de signaler que Delors a entériné cette démarche en signant le 14 mai 1982 une déclaration commune des ministres des Finances de l'OCDE.

Les contradictions du discours

Avant de voir les raisons pour lesquelles une telle politique est inefficace et dangereuse, il convient tout

L'argumentation patronale

Je vais raisonner ici sur un exemple, avec des chiffres sans rapport avec les données actuelles. Supposons donc qu'à un moment donné on produise une voiture avec 100 heures de travail. Pour un salaire de 10 F de l'heure, le coût de production de cette voiture est de $100 \times 10 = 1\ 000$ F.

Je rajoute 50 % de marge et le prix de vente est de $1\ 000$ F + [$1\ 000$ F x 50 %] soit $1\ 500$ F. A ce prix-là, j'en vends 100 000 exemplaires. J'ai donc besoin au total d'un nombre d'heures de travail de dix millions (100 000 fois 100 heures de travail).

Mais mes concurrents vendent un modèle comparable à un prix de 1 400 F. Dans ces conditions, deux scénarios sont possibles.

Si tout continue comme cela, l'écart de prix va me faire perdre de la clientèle et je ne vendrai plus que 80 000 voitures. Il me faudra donc réduire mes effectifs dans la même proportion, c'est-à-dire de 20 %.

Mais j'ai par ailleurs la possibilité de réorganiser la production de manière à faire un gain de productivité : le nombre d'heures de travail nécessaires pour produire une voiture baisserait de 100 à 90. Le coût de production, pour un salaire inchangé, baisserait de la même façon, de 1 000 F à 900 F. Je rajoute ici une marge de 50 % sur ce coût de production ce qui fait un prix de vente de 1 350 F.

A ce prix-là, je redeviens compétitif et je peux non

seulement maintenir ma production mais l'augmenter.

Dans un premier temps, pour 100 000 voitures vendues, j'ai besoin de licencié de 10 %, dans la même proportion que le progrès de productivité. Mais en redevenant compétitif, je peux espérer vendre 120 000 voitures. Je vendrai donc plus de voitures et ceci compensera le fait que chacune de ces voitures est produite en moins de temps. Le nombre d'heures de travail nécessaire est en effet de $120\ 000 \times 90$, soit 10,8 millions. J'ai donc créé 8 % d'emploi puisque je parlais de 10 millions d'heures de travail ($100\ 000 \times 100$).

On pourrait évidemment m'objecter que le même résultat pourrait être obtenu par une baisse de ma marge, autrement dit de mon profit. Mais celui-ci est nécessaire pour m'encourager à investir et pour financer cet investissement qui, à son tour, va permettre de produire les gains de productivité ultérieurs ; faute de quoi je me retrouverais dans la situation d'avoir à licencier.

Me refuser le droit de supprimer les sureffectifs d'aujourd'hui, c'est, vous le voyez bien, repousser l'échéance et aggraver les difficultés d'emploi. Mieux vaut baisser les effectifs de 10 % pour les remonter ensuite de 20 % que de les garder aujourd'hui pour les baisser de 20 % demain et peut-être plus après-demain.

d'abord de répondre à un premier argument, celui de la reprise américaine.

● La reprise américaine comme vitrine.

Dans une chronique récente (*le Monde* du 31 janvier 1984), Pierre Drouin met en avant le fait que « c'est justement après une politique d'austérité qui a conduit à la récession du milieu de 1981 à la fin de 1982 que les Etats-Unis ont pu ensuite, la purge avalée, créer quatre millions d'emplois en 1983 ». Ce constat est juste ; le taux de chômage a baissé aux Etats-Unis, passant de 10,8 % en janvier 1981 à 8,2 % en janvier 1984.

Finalement, Reagan serait donc sur la bonne voie et montrerait la direction à suivre. Un examen plus approfondi fait apparaître une réalité assez différente.

En effet, la reprise actuelle ne repose pas essentiellement sur l'amélioration de la compétitivité industrielle. La progression récente de la productivité ne peut pas être niée et elle est un indice de l'ampleur des coups portés à la classe ouvrière américaine. Mais la hausse du dollar joue contre la compétitivité des produits américains et les créations d'emplois n'ont rattrapé qu'en partie les destructions préalables et se concentrent pour l'essentiel hors de l'industrie. Le **graphique 1** indique que les niveaux relatifs de productivité des principaux pays capitalistes n'ont pas été modifiés qualitativement par cette évolution récente.

Les fondements de la reprise doivent être recherchés ailleurs :

— D'abord un déficit budgétaire monstrueux : le

projet de budget pour 1985 prévoit un déficit de 180 milliards de dollars, soit environ 1 500 milliards de francs. Cette somme représente à peu près l'ensemble des salaires versés par les entreprises françaises en 1983.

— Un déficit colossal de la balance commerciale. De 1983 par rapport à 1982, les importations ont augmenté de 10 % et les exportations ont baissé de 6 %, ce qui a conduit à un déficit de 69,4 milliards de dollars. L'OCDE prévoit 100 milliards de dollars en 1984, soit environ 830 milliards de francs, ce qui représente à peu près le total des exportations françaises de 1984.

— La montée délirante du dollar, qui n'est plus vraiment maîtrisée, synthétise cette situation et réalise la jonction entre la sphère économique et les déterminants politiques. De même que le dollar apparaît comme monnaie-refuge, l'impérialisme américain constitue la valeur-refuge du monde capitaliste en crise. Le déficit budgétaire américain est en grande partie lié au réarmement impérialiste qui, finalement, par le biais de la hausse du dollar, est financé par les pays européens.

Qu'on en juge : en 1983, le budget militaire s'élève à 240 milliards de dollars, soit 31 % du budget de l'Etat ou encore plus du double du budget français.

Au total, il s'agit donc d'une relance impérialiste fondée sur des rapports de domination : ce sont les pays impérialistes européens qui paient pour la relance industrielle américaine. En voici un exemple qui condense bien ce mécanisme global : la société

Dossier

Chrysler, durablement touchée par la crise, fabrique des tanks XM 1 pour l'armée US. Elle a reçu à cet effet une subvention de 19 milliards de dollars, ce qui représente à peu près huit ans d'investissement dans toute la branche automobile en France. Cette corrélation entre réarmement et industrie joue également en faveur de l'industrie électronique.

La critique de cet argument permet d'aborder l'examen des contradictions du discours de la compétitivité.

● **Première contradiction** : pour réussir une politique de compétitivité, il faut disposer de positions de domination. Seuls les Etats-Unis et le Japon sont dans ce cas.

L'économie mondiale n'est pas une juxtaposition d'économies comparables. C'est un tout structuré et hiérarchisé. Or, en période de crise, les débouchés sont stagnants et l'on ne peut progresser qu'au détriment de ses concurrents. C'est pourquoi la période actuelle se caractérise par un aiguïsement de la concurrence autour de trois grands acteurs : les Etats-Unis, le Japon et l'Europe.

Cette dernière, à la différence des deux autres, ne constitue un tout intégré. Elle subit au contraire un processus de déclin industriel face au redéploiement des Etats-Unis et du Japon, et se trouve peu à peu placée en situation de dépendance vis-à-vis de ces deux pôles impérialistes. Pour prendre un exemple, l'apparent rétablissement opéré par Mme Thatcher en Angleterre (2 % de croissance en 1982, 1983 et 1984, ralentissement du chômage et baisse de l'inflation) a pour contrepartie une spécialisation industrielle vers le bas : « *Le gouvernement britannique, en ouvrant largement le Royaume-Uni aux implantations japonaises, risque de transformer son île en plate-forme de pénétration du marché européen à partir de simples chaînes de montage de composants fabriqués au Japon — les exemples sont bien connus, de l'automobile (Honda, peut-être Nissan) à l'électronique grand public (Sony)(2).* »

Dans les rapports entre USA et Europe, on retrouve *mutatis mutandis* tous les mécanismes de domination impérialiste : militaire, monétaire et technologique. Certes, les pays européens restent eux-mêmes des puissances impérialistes mais le statut d'intermédiaire se précise à tel point qu'on a pu réintroduire la notion de « bourgeoisie compradore » : « *L'utilisation d'un tel vocable, habituellement réservé*

aux pays en voie de développement dépendants, signifie peut-être simplement que l'Europe est en voie de dépendance, sinon de sous-développement... A tout le moins, nombre de ses dirigeants semblent aujourd'hui considérer que le meilleur — ou le moins mauvais — avenir pour le continent est bien de le mettre à la remorque des locomotives américaine et japonaise (2). »

Il s'agit là d'un processus qui est en cours, inachevé, et dont le résultat sera de donner à l'économie mondiale une configuration caractérisée soit par un « fractionnement » des économies nationales, soit par une « intégration » sur la base d'un rôle dominant des Etats-Unis et d'un « basculement du centre de l'économie mondiale vers la zone pacifique articulée autour des Etats-Unis et du Japon (3) ».

Dans ces conditions rapidement esquissées, l'Europe est soumise à de fortes tensions qu'il faut avoir à l'esprit.

● **La tendance à la désagrégation de l'Europe.**

A la récente conférence d'Athènes, l'incapacité des bourgeoisies européennes à réaliser un accord sur le financement de la politique communautaire est apparue de manière flagrante. Elle est le révélateur d'un processus plus souterrain de dislocation de la Communauté économique européenne.

Celle-ci avait pu maintenir entre les deux récessions de 1974-75 et de 1980-81 un minimum de cohésion, avec une relative uniformité des politiques économiques. Mais la dernière récession fait voler en éclats cette apparente cohésion et met à nu l'absence de réelle union économique.

— Au niveau monétaire, le SME apparaît, avec le recul du temps, comme incapable de réaliser l'unification de l'espace des prix. Depuis 1979, les grandes disparités des politiques de change et des réactions des entreprises à ces politiques conduisent à un éclatement du système des prix.

— Ce fractionnement accru de l'espace économique européen s'accompagne d'une remise en cause de l'hégémonie allemande. L'image d'une RFA à bas coûts, monnaie forte, dominante, capable d'imposer ses prix et de reproduire sa position sur la base d'un taux de marge élevé s'estompe, de la même façon que s'estompe l'opposition avec une économie française qui présenterait les caractéristiques inverses.

— Du point de vue économique, la CEE perd des parts de marché et ne réalise plus en 1982 que 53,2 % des exportations des pays de l'OCDE, contre 56,7 % en 1975. Il y a également un recul en terme d'emploi dans l'industrie et « *sans doute plus grave encore : l'Europe ne parvient plus à préparer le futur (...) sur une base 100 en 1975, l'indice de l'investissement passe à 114 pour la CEE en 1980, 124,5 pour les Etats-Unis et 126 pour le Japon (2)* ».

— Faible investissement, mauvaise spécialisation, tout ceci renvoie à un retard technologique dont voici un exemple frappant : « *En 1980, il y avait onze robots pour dix mille salariés de l'industrie dans la CEE contre dix-huit aux Etats-Unis et quarante au Japon (2).* » Un rapport du IX^e Plan affiche la même lucidité : « *Le diagnostic est clair, la Communauté a mal pris le départ de la révolution micro-électronique en raison, notamment, des insuffisances de sa stratégie en matière de recherche et d'industrie (4).* »

Cependant le même rapport nuance ce

pessimisme : « *Tout n'est pas joué, à condition que soient renforcés l'espace industriel et de recherche européen et la politique commerciale commune* (4). » Il y aurait donc une alternative européenne possible, fondée sur la « relance concertée ». Il faut examiner d'un peu plus près cet échappatoire pour bien rencontrer ses limites et ses contradictions.

● Vers une relance concertée ?

Ce projet a été popularisé par un petit livre de Michel Albert (5), et il sous-tend également la position du gouvernement français telle qu'elle s'est exprimée dans un mémorandum intitulé *Une nouvelle étape pour l'Europe : un espace commun de l'industrie et de la recherche*, en septembre 1983. L'essence de ce projet est keynésienne : il s'agit de financer au niveau communautaire une relance de l'investissement industriel permettant de reconquérir le marché intérieur au niveau européen. Il comprend une certaine dose de protectionnisme sous forme de priorité des marchés publics, de barrières commerciales ou réglementaires. Pour résumer, c'est un programme CERES-PC déplacé au niveau européen.

Ceci répond à la contradiction majeure d'un tel programme qui serait proposé à une échelle nationale : seul le niveau européen permet d'atteindre la taille suffisante. Pour donner quelques chiffres, l'investissement manufacturier était en 1979 de 39 milliards d'écus pour la CEE, 36 aux USA et 27 au Japon, pour un revenu global de 2 700 milliards de dollars en 1982, contre 2 580 aux USA et 1 033 au Japon. La main-d'œuvre industrielle est respectivement de 40,9 millions de salariés pour la CEE, 29,8 aux USA et 19,6 au Japon. Mais ce potentiel se heurte au morcellement de l'Europe et il n'est pas absurde d'y voir la principale faiblesse des pays de cette région, et donc le principal obstacle à lever sur la voie d'une sortie capitaliste de la crise.

Il faut cependant bien comprendre pourquoi cette voie royale est bouchée et pourquoi, sous des apparences réalistes, elle constitue une utopie tournant le dos aux évolutions réelles.

Que constate-t-on en effet ? La période récente se caractérise par la multiplication d'accords de coopération industrielle et technologique entre firmes européennes et non européennes. Dans l'électronique, on peut citer les accords entre ATT, d'une part, Philips et Olivetti, de l'autre, ou encore entre Thomson et JVC.

Dans l'automobile, on peut citer Honda-British-Leyland, bien que dans ce secteur ce soient les accords américano-japonais qui prédominent (General Motors-Toyota, Ford-Mazda et Chrysler-Mitsubishi). Cette réticence des groupes industriels européens à raisonner au niveau européen est donc un obstacle majeur à la voie de la relance concertée.

Cette prédilection est pourtant facile à comprendre : les firmes multinationales européennes préfèrent s'associer à des firmes non européennes parce que c'est, de leur point de vue, la meilleure stratégie pour renforcer leurs positions sur un marché qui est à peu près immédiatement mondial.

Cet effet de la concurrence, pourtant simple à prévoir, va encore se renforcer de la difficulté à harmoniser les politiques économiques de chacun des Etats bourgeois de la Communauté. On rencontre

alors le second obstacle de fond sur lequel vient buter l'idyllique relance concertée : c'est que la crise se traduit par l'offensive patronale pour restaurer le profit, en commençant par attaquer les salaires ouvriers. Il n'est donc pas question d'investissement ou de relance avant d'avoir réalisé cet objectif dans des proportions satisfaisantes.

Or, chaque bourgeoisie européenne se situe vis-à-vis de sa propre classe ouvrière dans un rapport de forces spécifique dont la détermination n'a rien d'uniforme d'un pays à l'autre, ce qui contribue par exemple à expliquer les fameux différentiels d'inflation. Certaines bourgeoisies choisissent d'enrober la chose, d'autres préfèrent une attaque plus directe. Ni les unes ni les autres n'ont intérêt à aligner exactement leur dispositif, d'autant plus que cette unification comporte le risque de contribuer à réaliser l'unité internationale de la classe ouvrière.

L'utopie de la « relance concertée » repose donc sur une double incompréhension de la nature de la crise capitaliste ; c'est une crise du profit aggravée des effets de la concurrence à l'échelle internationale. Les discours sur la coopération internationale sont à côté de la plaque. Pour prendre une comparaison, vouloir freiner la montée de l'offensive patronale par l'appel à la concertation internationale est une politique aussi réaliste que celle qui cherchait à arrêter la montée du fascisme à coup de mémorandums à la Société des nations.

L'examen de la situation internationale fait apparaître une série de conclusions :

— La suppression des « sureffectifs » ne suffit pas à assurer des avantages durables de compétitivité, il faut aussi jeter les bases d'une domination économique.

— Cette politique n'est pas viable à l'échelle d'un pays comme la France : il faudrait, pour développer significativement les exportations de l'industrie française, des gains de compétitivité tellement élevés qu'ils ne pourraient être atteints qu'au prix d'une récession interne extrêmement profonde.

— La carte d'une politique industrielle commune pourrait lever en partie ces contradictions, mais elle est rendue impossible de fait parce que la logique des firmes multinationales européennes est différente, et parce que les rapports politiques établis entre les bourgeoisies européennes et leurs classes ouvrières s'opposent à une telle collaboration, de même que le processus de la concurrence.

● **Deuxième contradiction** : si tout le monde mène cette politique en même temps, c'est la récession généralisée.

Le point de vue étriqué du capitaliste, frappé au coin du bon sens, a ceci de particulier que la généralisation du remède risque de déclencher une crise encore plus violente. Si tous les patrons appliquent cette réduction d'effectifs, ils réduisent en même temps les salaires et donc les débouchés. Dans l'argumentation du patron que nous avons résumée précédemment en encart, une chose est oubliée : il ne vendra 120 000 voitures que s'il y a encore des gens pour les acheter. Et toutes les voitures vendues ne le sont pas aux bourgeois. Même l'OCDE est obligée de souligner ce risque : « *Des objectifs de politique économique qui peuvent être poursuivis avec succès par*

Dossier

un seul pays risquent de se retourner plus ou moins fortement contre ce pays, lorsque beaucoup d'autres cherchent à les atteindre simultanément. » Même la réduction des coûts unitaires de main-d'œuvre conduisant à une amélioration de la compétitivité « qui permet à un pays d'enregistrer des gains en grande partie aux dépens des autres ne peut se généraliser avec succès pour tous les pays simultanément (6) ».

Enfin, les tenants de la politique d'« offre », en n'envisageant que la moitié de la nature de la crise, négligent totalement les effets d'entraînement. Quand, en Lorraine, on supprime des emplois industriels, c'est par contre-coup toute une série d'autres emplois qu'on supprime dans les services, dans le commerce. Ce sont des régions qui régressent, des classes d'école qui ferment.

Au niveau national, on fait périr de proche en proche les secteurs, à mesure qu'on remonte les filières de production.

En luttant contre les licenciements, les travailleurs ne sont pas porteurs d'une logique archaïque, ils mènent un combat contre une politique suicidaire pour l'ensemble du corps social, y compris à l'échelle internationale.

Les vraies perspectives

Les données annexées à cet article méritent d'être examinées de près. Elles permettent de se donner une idée des évolutions probables telles qu'elles ont été projetées par l'INSEE et le BIPE. Ce dernier organisme, le Bureau d'informations et de prévision économiques, est un bureau d'étude financé par de grandes entreprises et réalisant des projections qui ont l'avantage de raisonner à un niveau sectoriel et régional.

Le **tableau I** représente l'évolution par secteur d'activité. Il permet de situer une branche à laquelle on s'intéresse de même que la carte donne l'évolution par grande région. On ne commentera ici que les grandes évolutions résumées dans le **tableau II**.

La colonne décrivant la période 1982-88 peut se lire ainsi : les suppressions d'emplois dans l'agriculture continuent au même rythme (43 600 par an) et à un rythme légèrement ralenti dans l'industrie (115 900 par an).

L'inflexion essentielle n'est donc pas là mais con-

cerne le tertiaire où le rythme de création d'emplois se ralentit notablement (67 400 par an) et contribue à la baisse générale du nombre total d'emplois de 92 100 par an. Ce résultat s'explique par le produit de trois facteurs (voir le **tableau III**) :

— Une faible croissance, effet de la crise et de l'austérité : 1,5 % en moyenne sur 1982-88.

— Une assez forte productivité, notamment dans l'industrie : 32 % en moyenne.

— Une faible réduction de la durée du travail : - 1,3 % par an, soit 36,4 heures encore en 1988.

La lecture du **tableau II** permet ensuite de voir comment va évoluer le chômage. Aux 92 100 suppressions annuelles d'emplois, il faut rajouter 160 000 arrivées nettes sur le marché du travail chaque année, soit un accroissement potentiel de 222 000 chômeurs par an. Cependant, divers phénomènes, que les statisticiens nomment flexion, empêchent ces chômeurs potentiels de se transformer en demandeurs d'emploi. Les économistes de l'INSEE (7) utilisent implicitement un coefficient correcteur des deux tiers, ce qui conduit à l'accroissement de 148 700 chômeurs en moyenne par année.

On vogueait donc vers un nombre de chômeurs en 1988 dont l'estimation serait de 2,7 millions au sens DEFM (demandeur d'emploi en fin de mois).

L'ensemble de ces évolutions peut être résumé en deux propositions :

— L'évolution économique prévisible sur la période se traduit par un accroissement continu du taux de chômage qui passera de 9 % de la population en 1983 à 12 % en 1988.

— Si l'on accepte les lois fondamentales de l'économie capitaliste, il n'y a pas de possibilité d'infléchir réellement cette tendance.

Dans un article au titre significatif, un groupe d'économistes de l'INSEE a récemment exploré « *Les voies étroites d'une stratégie pour l'emploi* » (8). Outre qu'elle présente des scénarios du IX^e Plan très optimistes et déjà périmés, cette étude a le mérite de montrer qu'aucune des recettes envisagées, y compris la modernisation accélérée de l'appareil productif, ne peut modifier suffisamment le décor.

Dans la période longue de stagnation, le capitalisme est profondément incapable de créer des emplois en nombre suffisant pour ne serait-ce que résorber le chômage.

Les recettes que les patrons cherchent à appliquer sont non seulement inefficaces mais lourdes d'une aggravation de la récession. En réalité, l'objectif réel est, de manière fondamentale, le rétablissement des conditions de rentabilité du capital.

Dans la phase actuelle, cet objectif ne peut être atteint sans la production d'une masse croissante de chômeurs non indemnisés. En refusant les licenciements, ce n'est pas au « progrès » que s'opposent les travailleurs, mais à cette perspective de régression sociale.

1. Malinvaud, « Essais sur la théorie du chômage », Calman-Lévy, 1983.

2. Messine, Deville, « Le déclin industriel de l'Europe est-il irréversible ? », in « le Monde diplomatique », décembre 1983.

3. Aglietta, Kremp, Le Dem, Oudiz, « Configuration de l'économie mondiale et régulations nationales ». Revue du CEPII, n° 13-14, 1983.

4. « Quelle stratégie européenne pour la France dans les années 80 », préparation du IX^e Plan. Documentation française.

5. Michel Albert, « Un pari pour l'Europe ». Seuil, 1983.

6. OCDE, « Perspectives économiques ». Juillet 1983.

7. Equipe DMS. « Quels efforts pour quel avenir ? Une projection de l'économie française à l'horizon 1988 », « Economie et statistiques » n° 161, décembre 1983.

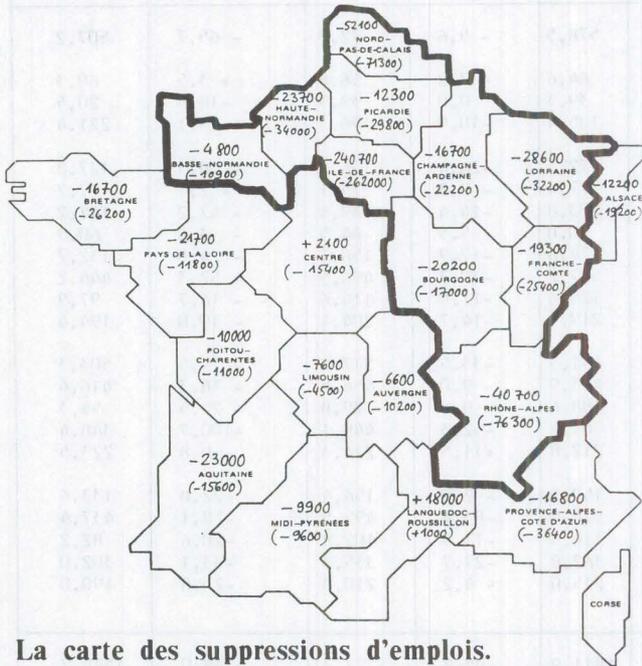
8. Raoul et Alii, « Les voies étroites d'une stratégie pour l'emploi ». « Economie et statistiques » n° 156, juin 1983.

EMPLOI PAR SECTEURS (milliers) Source : INSFE et BIPE	évolution		évolution		1982	Prévisions	
	1973	1973-1979	1979	1979-1982		1982-1988	1988
Agriculture	2324,4	- 409,5	1914,9	-129,6	1785,3	- 261,3	1524,0
Industries agricoles et alimentaires	586,7	- 8,2	578,5	- 5,6	572,9	- 65,7	507,2
Combustibles, minéraux solides	91,0	- 26,4	64,6	- 7,8	56,8	+ 3,5	60,3
Produits pétroliers	44,3	- 5,0	39,3	0,0	39,3	-18,8	20,5
Electricité, gaz, eau	169,1	+ 14,3	183,4	-10,9	196,3	+ 25,1	221,4
Sidérurgie	201,1	- 28,6	172,5	-26,4	146,1	- 18,3	127,8
Non-ferreux	65,9	+ 11,5	77,4	- 2,3	75,1	+ 2,1	77,2
Matériaux de construction	232,5	- 28,7	203,8	-14,4	189,4	- 42,2	147,2
Verre	72,3	- 2,3	70,0	- 5,5	64,5	- 3,6	60,9
Chimie de base	185,9	- 11,3	174,6	-17,9	156,7	- 24,0	132,7
Fonderie	581,4	- 54,2	527,2	-30,7	496,5	- 52,3	444,2
Papier-carton	139,0	- 13,4	125,6	-11,0	114,6	- 16,7	97,9
Caoutchouc, matières plastiques	229,1	- 10,0	219,1	-14,7	204,4	- 10,0	194,4
Mécanique	604,8	- 53,5	551,3	-33,5	517,8	- 14,5	503,3
Matériel électronique	439,6	+ 24,3	463,9	- 9,0	454,9	- 38,3	416,6
Équipement ménager	102,1	- 13,5	88,6	- 8,8	79,8	- 25,5	54,3
Automobile	483,9	+ 17,5	501,4	-52,3	449,1	-100,7	348,4
Constr.navale, aéro, armement	218,9	- 6,1	212,8	+11,5	224,3	- 0,8	223,5
Parachimie	153,7	+ 5,5	159,2	- 2,8	156,4	-22,8	133,6
Textile-habillement	733,8	-154,9	578,9	-83,4	495,5	-58,1	437,4
Cuir-chaussures	134,4	- 20,1	114,3	-11,5	102,8	-20,6	82,2
Bois-meubles-divers	378,9	- 16,1	362,8	-27,7	335,1	-33,1	302,0
Presse-édition	225,3	- 10,3	215,0	- 4,2	210,8	-20,8	190,0
Bâtiment-Génie civil	1985,3	-173,6	1811,9	-84,2	1727,7	-139,0	1588,7
Commerces	2478,5	+101,6	2580,1	+26,1	2606,2	+ 1,0	2607,2
Réparation commerce auto	386,2	+ 35,9	422,1	+ 2,1	424,2	+29,3	453,5
Hôtels-café-restaurants	561,8	+ 23,4	585,2	+23,0	608,2	-62,2	546,0
Transports	843,8	+ 23,3	867,1	+11,2	878,3	- 103,7	774,6
Télécommunications	387,3	+ 70,2	457,5	+19,1	476,6	+ 54,4	531,0
Services marchands aux entreprises	775,3	+ 188,1	963,4	+54,0	1017,4	+ 206,1	1223,5
Services marchands aux ménages	1372,2	+ 474,9	1847,1	+100,5	1947,6	+ 134,3	2081,9
Location, crédit-bail immobilier	48,3	+ 13,6	61,9	+ 1,9	63,8	+ 14,5	78,3
Assurances	112,1	+ 17,6	129,7	+ 4,2	133,9	- 0,6	133,3
Organismes financiers	341,8	+ 63,2	405,0	+15,3	420,3	+ 2,3	422,6
Services non marchands	3611,9	+ 282,5	3894,4	+112,4	4006,8	+ 129,2	4136,0
AGRICULTURE	2324,4	- 409,5	1914,9	-129,6	1785,3	- 261,3	1524,0
INDUSTRIE	6073,7	- 387,1	5686,6	-347,5	5339,1	- 556,1	4783,0
BATIMENT	1985,3	- 173,6	1811,9	- 84,2	1727,7	- 139,0	1588,7
COMMERCES	2478,5	+ 101,6	2580,1	+ 26,1	2606,2	+ 1,0	2607,2
TRANSPORTS ET SERVICES	4828,8	+ 910,2	5739,0	+231,3	5970,3	+ 274,4	6244,7
SERVICES NON MARCHANDS	3611,9	+ 282,5	3894,4	+112,4	4006,8	+ 129,2	4136,0
TOTAL	21302,8	+ 324,1	21626,9	-191,5	21435,4	- 551,8	20883,6

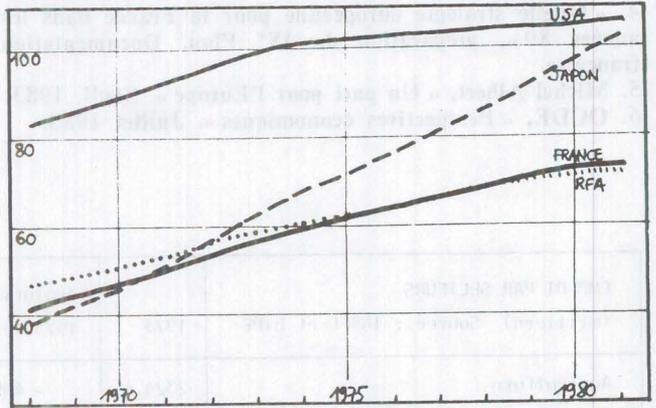
Tableau I. Evolution et projection de l'emploi par secteurs d'activité.

Sources : 1973-1979-1982 : INSEE 1988 et BIPE.

Dossier



La carte des suppressions d'emplois.
 Nombre de suppressions d'emplois salariés prévus entre 1982 et 1989. Entre parenthèses : suppressions dans l'industrie. Entourée d'un trait noir : zone où est prévue plus de 10 % d'emplois dans l'industrie. Source : BIPE.



Graphique I. Productivité dans l'industrie : évolution tendancielle.
 base 100 = USA en 1973. Sources : OCDE et CEPII.

	73.79	79.82	82.88
TOUS SECTEURS			
Production	3,2	1,0	1,5
Productivité horaire	3,8	2,7	3,2
Durée du travail	- 0,9	- 1,4	- 1,3
Emploi	0,3	- 0,3	- 0,4
INDUSTRIE			
Valeur ajoutée	3,0	- 1,6	2,5
Productivité horaire	5,3	2,1	5,2
Durée du travail	- 1,0	- 1,1	- 1,2
Emploi	- 1,3	- 2,6	- 1,5

Tableau III. Croissance productivité et emploi.
 Taux de croissance annuels moyens (en %).

	73.79	79.82	82.88
(1) Agriculture	- 68,3	- 43,2	- 43,6
(2) Industrie	- 93,5	- 144,0	- 115,9
(3) Tertiaire	+ 215,7	+ 123,3	+ 67,4
(4)= (1)+(2)+(3) Emploi total	+ 54,0	- 67,9	- 92,1
(5) Population active potentielle	+ 226,0	+ 221,0	+ 160,0
(6)= (5)-(4) Chômage potentiel	+ 172,0	+ 284,0	+ 222,1
(7) Chômage effectif (DEFM)	+ 160,0	+ 219,3	+ 148,7
(8)= (6)-(7) Ajustement du chômage	+ 12,0	+ 64,7	+ 73,4

Tableau II. Evolution des composantes de l'emploi et du chômage.

Variations annuelles en milliers.

Sources : INSEE — Comptes de la nation — BIPE. « Economie et statistiques » n° 161, décembre 1983.

2 - De l'impossible reconversion capitaliste à l'actualité du socialisme

Maxime DURAND

L'ARTICLE qui précède a présenté l'environnement économique dans lequel se situent les « mutations industrielles » et montré à quelles impasses conduiraient les recettes patronales. On partira donc de cette donnée pour examiner ici les positions ouvrières exprimées dans les luttes récentes et notamment à Talbot. La question centrale est en gros la suivante : le mot d'ordre de « zéro licenciement » est-il l'expression d'une résistance archaïque à un progrès inéluctable, ou bien est-il porteur d'une alternative globale à la crise capitaliste ?

Cet article procédera par l'affirmation successive d'une série de thèses qui permettront d'ouvrir, en toute clarté, le débat autour de nos positions.

1

Le contexte économique rend illusoire toute solution en termes de reconversion des travailleurs licenciés

Cette affirmation est largement explicitée dans l'article précédent. On peut se borner ici à quelques brèves indications :

— La boucle licenciement → compétitivité → reprise → embauche ne peut fonctionner que si un pays, ou une zone, l'impose aux autres. Si les Etats-Unis et le Japon peuvent espérer y réussir, c'est exclu pour des pays comme la France. Les emplois créés par les gains de compétitivité ne compensent pas les suppressions initiales.

— La politique d'austérité qui sous-tend ces gains de productivité bloque la formation d'emplois dans les secteurs non industriels où pourraient se reconvertir les travailleurs licenciés de l'industrie.

— Un processus de reconversion suppose une croissance des effectifs. Or, les projections fondées sur le respect des règles capitalistes comportent toutes une évolution à la baisse de l'emploi global.

— La reconversion se heurte au problème de la qualification. Le capitalisme, et particulièrement le patronat français, a mené une politique délibérée de non-formation, de déqualification de la classe ouvrière. Il y a un retard tel à combler qu'en pratique il sera plus facile aux patrons d'embaucher une main-d'œuvre jeune et plus qualifiée que de « former » des ouvriers âgés, spécialisés de manière étroite et peu

susceptibles d'acquérir une nouvelle qualification.

A chaque fois que l'on entend le mot « reconversion », il faut demander « reconversion à quoi ? ». A cette question, le capitalisme n'a en fait pas de réponse.

2

Le traitement social du chômage vient buter sur la contrainte du financement : ce dont le capitalisme a besoin, c'est de baisser la rémunération globale du travail

Dans les débats actuels, on entend souvent l'idée qu'il faut trouver un moyen permettant de supprimer des effectifs sans vraiment licencier ; ce serait la condition pour que les mutations soient socialement acceptables.

Ce discours est faux et mensonger. Sans entrer dans le détail, on s'en aperçoit en se posant une nouvelle question de bon sens : « qui paie ? ».

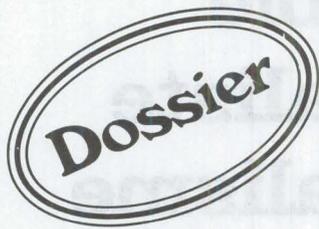
Ce ne peut être les patrons, puisqu'il s'agit précisément de réduire leurs charges. S'ils doivent payer sous forme d'impôts ou de cotisations sociales ce qu'ils économisent en salaires, ce n'est pas la peine.

Si c'est le budget de l'Etat, cela va à l'encontre de la politique d'austérité de gestion très rigoureuse du déficit. Car celui-ci, quelle que soit la manière dont il est financé, représente une ponction détournée sur les entreprises et leurs possibilités de financement.

Les mêmes objections peuvent être avancées pour un financement social (UNEDIC ou Sécurité sociale). Au total, la conclusion est donc limpide : la charge de ce chômage doit être reportée sur les salariés. La répartition de ce fardeau importe peu aux capitalistes : que ce soient les chômeurs ou les non-chômeurs qui en paient le prix n'est pour eux qu'une question d'à propos politique.

La réalité est donc la suivante : ce que les capitalistes cherchent, c'est la baisse du capital variable. C'est-à-dire de l'ensemble des salaires directs et indirects des travailleurs auxquels il faut ajouter les allocations aux chômeurs.

Or, cette politique, du simple point de vue économique, est très dangereuse : elle suppose une baisse du pouvoir d'achat, donc une moindre création



de débouchés et d'emplois qui approfondit la logique de récession. Il y a là une contradiction fondamentale du capitalisme dont on doit tirer les leçons.

3

Les baudruches réformistes se dégonflent

Pour éviter de parcourir l'ensemble de l'arc-en-ciel réformiste, on se bornera à examiner deux espèces représentatives : la CFDT, d'une part, le PCF, de l'autre.

● Où sont passées les nouvelles compétitivités ?

Pendant toute une période, la CFDT a proclamé haut et fort qu'il fallait mettre en avant de nouvelles propositions industrielles et qu'il y avait là une nouvelle fonction historique du syndicalisme, transcendant les corporatismes particuliers. Cette approche de la crise reposait sur trois « piliers » ou principes :

Premier principe : toute politique économique s'écartant si peu que ce soit du libre échange est porteuse de totalitarisme. Donc, refus absolu (et peu argumenté) du protectionnisme.

Deuxième principe : on ne peut négliger l'objectif de compétitivité, en vertu du premier principe. Par conséquent, les « nouvelles solidarités » vont consister pour les travailleurs à se satisfaire d'une masse salariale au moins inchangée, sinon en baisse, et à chercher une nouvelle répartition de cette masse. C'est le fameux « partage du travail » qui n'est en fait qu'un pur et simple partage du chômage sous la forme d'une réduction du temps de travail avec perte de salaire.

En échange de cette modération, et parce que ses profits auront été rétablis, le patronat va se remettre à investir et donc à embaucher. C'est la couverture de *Syndicalisme-hebdo* du 30 juin 1983 : « *Le partage du travail pour créer des emplois* ».

Troisième principe : un nouveau contrat social doit être institué où la monnaie d'échange ne sera plus le pouvoir d'achat mais les conditions de travail. C'est le rôle historique assigné aux lois Auroux de fonder ce nouveau contrat auquel un patronat borné, « pas à la hauteur », s'obstine à tourner le dos.

Ce nouveau contrat repose, en dernier examen, sur un postulat considérable dont dépend tout l'édifice : il faut « transformer les rapports sociaux dans

l'entreprise pour aller vers une pleine responsabilisation de chaque travailleur à son niveau pour lui permettre d'intervenir sur le contenu de son travail. A nos yeux, cette transformation est non seulement un moyen, mais une condition sine qua non de la compétitivité nécessaire des entreprises françaises : une compétitivité nouvelle, "sociale", résultant de nouveaux modes d'organisation et de rapports dans le travail », explique un texte du secrétariat économique, du 14 juin 1983.

A l'usage des faits, ces trois principes se retrouvent en complet porte à faux. L'acceptation aveugle du libre échange n'est pas tenable syndicalement et, en pratique, des fédérations CFDT comme la chimie ou Hacuitex intègrent des doses variables mais significatives de rupture avec les normes véhiculées par le marché mondial.

Quant au deuxième principe, il reprend point par point le schéma du discours le plus classique sur la compétitivité et est battu en brèche pour une raison qu'il faut souligner ici : en tant que principe, le schéma avancé par la CFDT est une sortie de crise capitaliste jouable. Mais ce qui intervient pour détraquer ce beau scénario, c'est l'ampleur du recul nécessaire pour réenclencher la mécanique capitaliste : ce que même une direction syndicale aussi « responsable » que celle de la CFDT peut difficilement assumer auprès des travailleurs.

Reste la dernière idée, qui est la spécificité syndicale du dispositif. Il y a, tout au fond de ce postulat, un élément de vérité : si les travailleurs prenaient en main les leviers de commande, cette gestion ouvrière mettrait en œuvre d'immenses réserves de productivité, en bousculant les faux-frais, les doubles emplois et les parasitages divers de l'économie capitaliste. Mais les lois Auroux, ce n'est pas, quand même, le pouvoir des travailleurs ! Dans ces conditions, le patronat joue les cartes qu'il connaît, les plus efficaces de son point de vue, à savoir le dégraissage des effectifs et la pression sur le salaire direct ou indirect.

La CFDT a beau crier sur ce patronat peu éclairé, elle n'en est pas moins désarmée par la montée des luttes autour de l'emploi. Son discours ne passe pas la rampe. Il ne lui reste plus qu'une méthode assez misérable qui consiste à réclamer sans cesse concertation et négociation syndicale, même... sur des mesures jugées « inacceptables » par ailleurs.

● Où sont donc passés les nouveaux critères de gestion ?

Il n'y a pas si longtemps, le PCF mettait en avant la nécessité de « nouveaux critères de gestion » qui permettraient d'initier une sortie de crise autour de trois idées clefs :

Premier thème : la crise capitaliste est une crise d'« efficacité » d'un système privilégiant outrageusement la rentabilité financière. Bref, la bourgeoisie a préféré faire de l'argent ou investir à l'étranger, et la crise n'est rien d'autre qu'une énorme accumulation de ce « gâchis ».

Second thème : la sortie de crise peut se faire à condition de reconquérir le marché intérieur et de relancer la production sur une base nationale ; c'est le fameux « produisons français ».

Troisième thème : face à un secteur privé fonctionnant à l'ancienne, il faut développer un secteur

public fonctionnant selon de « nouveaux critères de gestion » et maximisant le fameux VA/C. Il y a un an, Philippe Herzog théorisait cette coexistence pacifique entre secteurs privé et public et écrivait : « *Nous sommes partisans d'un large développement de leurs rapports contractuels, dans l'opposition, mais aussi dans la coexistence des critères de gestion de façon à assurer une cohérence globale, une vie commune, tout en administrant par la pratique la preuve de la supériorité des critères d'efficacité sociale.* »

Nous avons dénoncé en son temps (*Rouge* du 3 décembre 1982) cette construction fantastique : « *Un tel monstre, qui suppose que les deux secteurs ne communiquent pas, qui rêve d'un patronat passant "contrat" dans le cadre d'une société socialiste, n'est évidemment pas viable.* » Les faits ont rapidement tranché : il n'y a pas de place pour deux logiques. Celle du profit a repris tous ses droits, s'imposant même à l'intérieur du secteur public. Il y a peu de pseudo théories du PCF qui aient été si vite remises au magasin des accessoires.

C'est d'abord à l'intérieur qu'il faut rompre avec le capitalisme, et c'est sur cette base que peut s'engager une rupture avec le marché mondial capitaliste. Le PCF veut bien mener cette seconde rupture — en paroles — tout en prétendant faire l'économie de la première : Philippe Herzog parlait très clairement du « *cadre concurrentiel dans lequel nous sommes et restons* » et concluait tout aussi nettement : « *Les productions doivent être compétitives.* » Cet édifice ne pouvait que s'effondrer.

Et il s'est effondré. Dans le débat actuel, le PCF, s'il maintient une capacité d'organisation et de canalisation des luttes pour la défense de l'emploi, se retrouve lui aussi écartelé devant l'offensive idéologique du patronat.

D'un côté il y a l'affirmation martelée selon laquelle « il n'y a pas de sureffectifs », de l'autre l'approbation de l'accord Talbot avec ses 1 905 licenciements. D'un côté il y a les déclarations solennelles contre les licenciements, de l'autre des ministres au pouvoir qui gèrent les suppressions d'emplois, comme Fiterman mettant au point un groupe de travail confidentiel sur les chantiers navals.

Les récents numéros de la revue économique du PCF révèlent le vide consternant de ses perspectives qui, en y regardant de plus près, se résument à cette idée : il faut éponger les gâchis financiers. Le PCF dit aussi qu'il faut « unir, lutter, rassembler dans l'action » mais, en vantant par exemple les mérites de l'usine Renault de Douai comme référence possible, il fait silence sur les vrais obstacles à une sortie rationnelle de la crise : les règles du jeu capitaliste.

Quand Bernard Marx explique : « *Il faut donc lutter pour que change le comportement des groupes, pour que des coopérations se développent entre entreprises françaises autour des diversifications nécessaires, autour des filières de production, autour des atouts des régions* », il tend à dévoyer le combat des travailleurs en faisant miroiter des solutions à portée de main qu'il suffirait d'imposer en changeant le comportement des groupes (1). Ces âneries réformistes ont fait long feu. Il ne s'agit plus de faire pression, il s'agit de prendre les leviers de commande.

**Zéro licenciement :
ce n'est pas seulement
un mot d'ordre défensif ;
loin de signifier
un « refus du progrès »,
il affirme la nécessité
d'une autre logique économique**

Les développements qui précèdent montrent une chose claire : en avançant le mot d'ordre de « zéro licenciement », les travailleurs n'ont pas fait preuve de myopie. Ils savent que les perspectives de reconversion sont bouchées et que la seule reconversion possible, c'est celle d'aller pointer à l'ANPE.

Les travailleurs ne sont pas des imbéciles un peu bornés. Si l'on veut trouver des imbéciles, il faudrait plutôt chercher du côté des bons esprits qui croyaient sincèrement à la possibilité de ces reconversions. De ce point de vue, le mot d'ordre de « zéro licenciement » constitue une ligne de défense élémentaire des intérêts des travailleurs menacés : il n'y a pas d'alternative et, en un certain sens, ils sont le dos au mur.

Mais de fait, ce mot d'ordre est porteur d'un contenu plus vaste qui est le suivant. Refuser les licenciements, c'est avant tout refuser les plans de la bourgeoisie. Or, ce refus n'est pas négatif mais profondément sain, car les recettes du patronat mènent tout droit à un surcroît d'austérité et au risque d'une récession encore plus profonde.

La dernière dimension de ce refus est de s'opposer à la récupération par le patronat des effets du progrès technologique, sans même qu'il y ait partage avec les salariés. Là où il y a des possibilités de gains de productivité, et donc potentiellement un ralentissement de l'intensité du travail, des ouvriers, dont l'exploitation durant des années a constitué la base sur laquelle s'est élaborée l'accumulation rendant possible ce progrès technique, ne peuvent accepter d'être rejetés comme des citrons pressés. La revendication de faire payer cher le droit au retour, qui est apparue durant le conflit Talbot, et quoi qu'on puisse penser de son opportunité, illustre bien ce contenu : la volonté des travailleurs que les progrès de productivité ne soient pas accaparés par les patrons.

Défense élémentaire des intérêts, refus des alternatives bidon et de la logique de récession, soit. Mais faut-il être contre les reconversions ? « *Ce serait comme si nous nous prononcions contre la pluie* », décreta Bergeron.

**Reconversion au chômage
ou reconversion en vue
de la satisfaction des besoins ?**

Les marxistes révolutionnaires ne sont pas « contre toute reconversion », ils sont au contraire pour la reconversion ultime du capitalisme, à savoir son renversement. Pour commencer, ils sont pour la reconversion immédiate des industries d'armement qui ne

Dossier

semblent pas être dans le collimateur des mutations en cours !

Mais il y a reconversion et reconversion. Celles du capitalisme comportent une première tare qui est de reconvertir non pas d'un métier à l'autre, mais de l'emploi au chômage.

Ce n'est pas tout : la logique capitaliste conduit à prendre les choses à l'envers. Au lieu de faire l'inventaire des besoins pour y ajuster l'organisation de la production, elle part des exigences du profit capitaliste pour modeler, en fonction de celles-ci, le mode de développement économique et social.

Dans un livre récent, Aglietta et Brender théorisent ce renversement absurde : « *Nous pensons que la ligne directrice pour la rénovation de l'industrie française est la transformation des modes de consommation. Les techniques les plus avancées n'auront de chances sérieuses de développement que si elles trouvent leurs débouchés dans la production des objets industriels polyvalents dont la combinaison sera stimulée par l'invention de nouveaux usages. C'est pourquoi investir dans la consommation, c'est-à-dire réunir les conditions socio-culturelles permettant cette invention est le principe essentiel qui relie l'enrichissement de la démocratie et la maîtrise de l'industrie (2).* »

Derrière ce discours décoratif il y a ceci : trouvons de nouveaux types de consommation rentables, parce que ce sont les seuls que le capitalisme connaît. Quant aux besoins mal satisfaits aujourd'hui, le capitalisme les ignore et d'ailleurs ils sont ringards. Donc, inventons autre chose.

Inventer autre chose que cette absurdité est certes nécessaire. Autour de quels principes pourrait alors s'organiser cette rupture avec la logique capitaliste ?

Le premier est le suivant : le progrès technique doit être utilisé pour l'amélioration des conditions de vie et de travail en mobilisant toutes les potentialités qu'il renferme. Réduction de la durée du travail, baisse de l'intensité de ce travail, requalification et rotation des tâches, alors que le capitalisme va user de manière inverse sur chacun de ces points : « *Ce n'est que sur la base d'une compréhension du potentiel libérateur des nouvelles technologies que les effets négatifs de leur introduction dans les conditions du système capitaliste peuvent être évalués et combattus de façon adéquate* », écrit W. Wolf dans une étude sur l'automatisation chez Volkswagen (*Inprecor* n° 166).

Le second principe est tout aussi limpide : la finalité de l'activité économique, ce n'est pas de

garantir un taux de profit mais la satisfaction des besoins. Quand un mode de production est aussi clairement dans l'incapacité de remplir cette fonction, alors se pose la nécessité de le changer et de faire fonctionner l'économie différemment. Il est clair que cette remise sur ses pieds de l'économie que représenterait la construction du socialisme impliquerait des reconversions bien plus fondamentales de l'allocation des ressources. La première serait évidemment la reconversion des chômeurs en actifs, que le capitalisme est incapable de réaliser.

Mais il y aurait une réorganisation massive en direction des secteurs prioritaires, que l'on ne peut extrapoler ici : il suffit d'insister sur le fait qu'aucune règle ne viendrait garantir que la répartition des emplois serait la même dans une phase de construction du socialisme. Mais il s'agirait alors de réelles reconversions, maîtrisées socialement, et non des mises au rebut dont il s'agit en réalité dans un contexte capitaliste. Nous n'en sommes pas là, et c'est pourquoi il faut raisonner aussi en termes de revendications immédiates.

6

Trois revendications immédiates : zéro licenciement, trente-cinq heures, garantie du pouvoir d'achat

La revendication des trente-cinq heures accompagne naturellement le refus des licenciements : le passage aux trente-cinq heures contribuerait grandement à résorber le chômage, s'il se fait de manière suffisamment rapide et s'il est assorti de créations d'emplois. Cette réduction du temps de travail ne doit pas s'accompagner d'une réduction du pouvoir d'achat, sous peine de n'être qu'un partage du chômage qui serait un pur et simple attrape-nigauds.

Le maintien du pouvoir d'achat pour tous signifie à la fois le refus de la division à l'infini de la classe ouvrière sous couvert de solidarité, et une garantie contre la récession qu'entraînerait l'application des recettes bourgeoises.

C'est autour de ces trois revendications articulées, cohérentes, que doit se réaliser la renaissance des mobilisations ouvrières dans les mois et années à venir. Elles posent des exigences claires qui sont l'expression des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

Mais dans chacune de ces luttes, même partielles, va se trouver posée de plus en plus clairement la question des obstacles qui s'opposent à la satisfaction des revendications, et la difficulté croissante de trouver à l'intérieur d'un système capitaliste en crise les marges de manœuvre pour y répondre. C'est à ces obstacles eux-mêmes qu'il faut alors s'attaquer.

7

Deux ruptures essentielles : avec la logique du profit, avec le marché mondial

D'une certaine manière, les trois axes revendicatifs de refus de tout licenciement, trente-cinq

heures et pouvoir d'achat, sont en décalage avec la réalité. Ce sont des réponses, mais pas aux questions qui se posent dans un cadre capitaliste auquel l'idéologie dominante nous somme de nous référer. D'une certaine manière, qu'il faut bien mesurer, ces réponses sont effectivement à côté de la plaque : refuser de licencier, baisser la durée du travail et maintenir le pouvoir d'achat sont trois façons d'empêcher la baisse des coûts de production. Donc ces revendications vont à l'encontre de la recherche d'une productivité et d'une rentabilité accrues.

Dans ces conditions, on sait ce que n'importe quel patron va expliquer : moins de compétitivité = plus de déficit extérieur ; moins de profit = moins d'investissement et, au bout du compte, récession et plus de chômage. C'est vrai, et c'est pourquoi il faut aussi changer les conditions dans lesquelles ces fatalités peuvent avoir une part de vérité. Deux axes essentiels : la planification de la production, la planification des échanges.

Qu'est-ce que cela change ?

La planification, c'est d'abord un inventaire, celui des capacités de production, de la force de travail disponible, celui des besoins. C'est ensuite un processus démocratique permettant d'effectuer les arbitrages à une échelle sociale. Cela change deux choses au moins : d'une part, les choix ne sont pas réalisés selon les intérêts étroits d'une classe ou, ce qui est presque pire, selon les lois aveugles du marché. D'autre part, ces choix étant faits, ils peuvent être rendus effectifs sans l'aiguillon du profit et de la rentabilité. En résumé, la planification socialiste, c'est ce qui permet de réaliser des projets choisis pour leur utilité sociale, même s'ils ne pourraient être le support d'une rentabilité privée.

« Mais il y a les échanges avec l'extérieur. Qu'en faites-vous ? Vous les supprimez pour nous ramener à l'âge de pierre ? » Cette objection en est une, pour deux raisons. La première est qu'elle s'appuie sur une réalité : l'imbrication extrême des économies nationales. La seconde est qu'il est parfaitement exact que le niveau le plus rationnel pour mettre en œuvre la planification, c'est aujourd'hui l'échelle mondiale. Comment y répondre ? En affirmant la nécessité de la planification des échanges, qui consiste à établir là aussi un inventaire complet des courants d'échange et à les remodeler de façon à limiter les effets de dépendance : ceux qui sont subis par un pays intermédiaire comme la France, et ceux qu'il fait subir aux pays dominés. Il y a dans ce domaine une marge de manœuvre bien supérieure à ce que prétendent les technocrates, dont la myopie servile masque la réalité.

Ce refus du grand large capitaliste, c'est le refus des normes qu'il transmet. L'intégration croissante de l'économie mondiale porte en elle une pression sur les salaires plus élevés, pour un alignement sur ceux des pays plus compétitifs. C'est un choix social : si tous les consommateurs français achètent des voitures japonaises, cela leur fait environ 20 % d'économie par rapport à des modèles équivalents. Mais il y a un diabolique effet boomerang car réaliser cet achat, c'est valider les normes de salaire japonaises et donc évincer les travailleurs français bénéficiant de salaires plus élevés. Ce que l'on gagne comme consommateur, on le perd comme travailleur, sous forme de suppression d'emplois. Il y a là un choix social qu'une

planification des échanges permettrait seule de maîtriser consciemment.

Cette argumentation constitue-t-elle un dérapage chauvin ? Le risque existe, notamment à cause du PCF qui encore une fois focalise toute son analyse sur cette rupture, sans l'accompagner d'un projet de rupture symétrique à l'intérieur. Mais ce n'est pas parce que le PCF emploie le mot de socialisme pour désigner les sociétés bureaucratiques que nous devons le lui abandonner. Si donc il est acquis que l'on ne peut construire le socialisme dans un seul pays, il faut bien commencer quelque part, et on ne peut pas construire le socialisme en s'alignant sur les normes de production de l'environnement capitaliste. Le socialisme est un système supérieur au capitalisme, mais pas sur le même terrain.

8

La nécessité de rompre avec le capitalisme est illustrée par la liste des besoins qu'il laisse insatisfaits aujourd'hui

Comment illustrer dans la réalité d'aujourd'hui cette perspective qui n'y est inscrite qu'en négatif ? C'est évidemment difficile et il faut partir d'un certain nombre de vérités quotidiennes. Il est clair qu'aujourd'hui, dans un pays comme la France qui est très loin d'être le plus exposé aux effets de la crise si l'on compare au Brésil (et même aux Etats-Unis avec leurs trente-quatre millions de pauvres), des millions de travailleurs se heurtent dans leur vie courante à trois problèmes majeurs : manque de logements et d'aménagements urbains, absence de prise en charge de la garde des enfants et inefficacité sociale du système scolaire. Sans parler de la santé, des équipements sportifs, etc.

Ces besoins-là existent, on ne les invente pas. On peut y répondre en lançant un vaste programme de réfection ou de création d'équipements correspondants, en créant des postes dans l'enseignement, et ceci sans mettre en péril le sacro-saint équilibre extérieur parce que, à ce qu'on sache, les maisons ne sont pas importées.

Ce programme simple, minimal, le capitalisme ne peut l'assumer. Il faut l'imposer, et cela est possible en utilisant les instruments dont s'est doté le gouvernement : secteur public et crédit nationalisé. Une immense mobilisation est possible au profit de ces réalisations qui constitueraient une amélioration réelle, palpable et durable des conditions de vie des travailleurs. Ce serait un début de solution au problème du chômage. Et un premier élément de la nécessaire rupture avec le capitalisme. □

1. « Economie et politique », février 1984.
2. Aglietta et Brender, « les Métamorphoses de la société salariale », page 211.

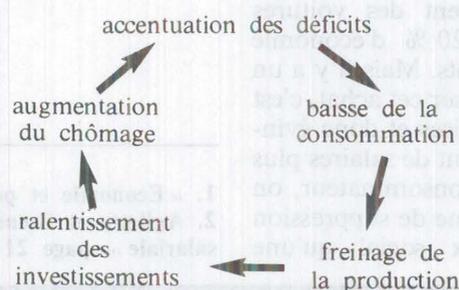
Contribution de la Gauche autogestionnaire :

Pour des propositions économiques alternatives

Le gouvernement développe un discours tendant à justifier les attaques contre le pouvoir d'achat des salariés au nom des contraintes qu'impose aujourd'hui une politique de sortie de crise : loin de nous satisfaire, nous souhaiterions montrer comment un tel discours, sous une apparente clarté économique, s'inscrit dans le projet global de l'équipe qui a fait le choix de lancer la France à l'assaut de la modernité.

Apurement et modernisation de l'appareil productif

Les efforts timides de relance sont ajournés jusqu'à la prochaine échéance électorale ! A la place, le gouvernement a opté pour une politique de rigueur désormais considérée comme le remède indispensable au « laxisme » et aux facilités sur lesquels avait vécu la France des années soixante-dix : finis l'argent facile, les salaires trop élevés, la survie artificielle d'entreprises en difficulté ! Une bonne purge (restructurations, fermetures massives) devrait permettre de relever le taux de profit moyen et d'imposer à la classe ouvrière un repartage de la valeur ajoutée. Nantes de nouveaux fonds, les entreprises allaient investir et la croissance repartir comme avant ! Les premiers résultats n'ont pas confirmé ces espoirs : car la pression sur le pouvoir d'achat des ménages a eu un effet négatif, ne faisant que renforcer le cycle de la récession suivant un schéma aujourd'hui bien connu :



De plus, les entreprises hésitent à investir, faute de « créneaux » de consommation jugés rentables ; d'où la mise en œuvre accélérée de l'industrie des nouvelles technologies électronique, robotique, micro-informatique, considérées comme la promesse de marchés fructueux ! Objectif qui n'a rien d'impossible puisque la baisse des prix des composants électroniques peut favoriser l'émergence d'un nouveau marché de consommation (calculatrices, jeux vidéo) capable de compenser la saturation des marchés traditionnels.

En outre, l'introduction de la robotique apparaît en mesure de bouleverser le procès de production, permettant grâce à une lutte systématique contre les temps morts, une plus grande souplesse dans l'organisation du travail à la chaîne, tout en imposant une nouvelle défaite aux travailleurs (réduction de la place du collectif humain) en état de briser la combativité ouvrière : tout un programme !

Le nouveau look de la vieille gauche

En outre, le choix économique de la modernisation va se trouver renforcé et légitimé par la mise en avant de nouvelles valeurs venues se substituer à l'idéologie traditionnelle de la vieille gauche jacobine : désormais, le tryptique autonomie/ mythe de l'entreprise (et de la réussite)/ recherche du plaisir individuel va supplanter le vieux credo socialiste forgé depuis plus d'un siècle et assis sur la défense collective du pouvoir d'achat, les réformes sociales du sommet et la solidarité des travailleurs par la mise en place d'importants appareils syndicaux.

Ce glissement des thèmes mobilisateurs de la culture politique de gauche est sans doute l'un des événements majeurs du septennat, marquant un rapprochement très net

avec la philosophie libérale illustrée par la réussite individuelle, la croyance aux règles du marché et aux vertus de la concurrence ! De plus, une telle mutation idéologique n'est pas gratuite, complémentaire du nouveau projet économique en cours et cohérente avec le projet politique qui se dessine de plus en plus nettement : un large rassemblement des classes moyennes autour d'un projet politique au centre.

Mais là s'arrête l'analyse : car il y a loin entre les souhaits d'une équipe (serait-elle au pouvoir !) et la réalité multiforme souveraine en dernier ressort : rien ne prouve en effet que ce projet s'accomplisse à la lettre, sans manifester aucune résistance ni se heurter à certaines barrières d'ores et déjà prévisibles.

A notre avis, deux obstacles majeurs sont en mesure d'hypothéquer le projet socialiste :

— D'abord le fait que la France n'est ni seule, ni autonome à l'échelle des nations développées. Or les autres pays appliquent la même thérapeutique (rigueur, modernisation), phénomène qui aurait plutôt tendance, sinon à annuler, du moins à fortement relativiser les effets escomptés. Or, la concurrence est vive, la lutte inégale et le bagage de l'industrie française limité ! Comme l'illustre la perte d'importants contrats sur les industries de pointe (électronique grand public, informatique, micro-informatique), on peut se demander dès à présent si les chances de gagner la bataille des grands producteurs mondiaux ne sont pas, d'ores et déjà, compromises. Mais surtout, il n'est pas du tout certain que les nouveaux gadgets électroniques réussissent, comme l'automobile il y a trente ans, à imposer un nouveau modèle de consommation courante ; les faillites d'entreprises spécialisées dans l'ordinateur domestique laissant planer là-dessus bien des doutes.

— Et puis, encore, l'idée que le projet de recomposition sociale projetée, réparable sur l'échiquier politique par un rassemblement au centre, ne semble nullement gagnée d'avance. Car au-delà des alliances ponctuelles, un regroupement durable des franges moyennes hétérogènes ne semble acquis pour personne, son unité risquant fort à l'expérience de se révéler très fragile !

Le maintien d'un espace politique critique

Il n'en demeure pas moins que les thèmes de la rigueur et de la modernité continuent d'accaparer l'espace

médiatique (TV, best-sellers), et qu'ils ont réussi à rallier l'ensemble des familles politiques (de la droite au PSU) au point d'amener François Mitterrand à souligner l'absence actuelle de projet alternatif ! Et cependant, si le ralliement à l'austérité dépasse le clivage droite/gauche traditionnel, il n'en définit pas moins une nouvelle frontière, reconstituant un nouvel espace politique critique, divisé mais bien réel. A l'intérieur, trois groupes défendent leur propre discours de résistance :

— Le PCF, tour à tour critique des politiques de restriction de la consommation populaire mais prisonnier de sa participation au pouvoir.

— L'extrême-gauche (et en particulier la LCR dont nous analysons plus loin les solutions à la crise qu'elle préconise).

— La Fédération pour une gauche alternative. Ce rassemblement qui a tenu des assises constitutives les 8, 9 et 10 mars derniers, est né de la rencontre de militants d'origines diverses (issus de collectifs locaux indépendants, collaborant à des revues comme *Résister*, membres d'organisations et de réseaux politiques — AMR, PCR suspendu, Gauche autogestionnaire, CCA, Convention communiste, non-organisés), qui ont décidé de s'engager dans une perspective commune visant à la constitution d'un regroupement politique original.

C'est dans le cadre de cette dernière que nous avons choisi de poursuivre notre action, convaincus de la nécessité d'un large rassemblement à la gauche de la gauche, principe de base qui sous-tend notre stratégie et l'ensemble de nos propositions de lutte.

I. Des propositions d'urgence : Vers qui ? Pourquoi ? Comment ?

S'interroger, dans un contexte de crise, sur la validité et l'intérêt pratique de propositions économiques alternatives à court terme consiste en une triple interrogation : à qui nous adressons-nous ? Pourquoi ? Et comment ?

1-a. Pour qui ?

Des propositions qui ne visent pas à convaincre les cabinets ministériels...

Partant de notre situation présente, il ne s'agit pas d'élaborer une stratégie industrielle globale et de résoudre dans l'abstrait des conflits qui ne peuvent trouver de solutions que sur le terrain. Il est donc inutile de se mettre à la place de ministres dispo-

sant du pouvoir réglementaire. En conséquence, nous ne souhaitons pas proposer une « gestion d'en haut », ni nous substituer à l'initiative populaire. L'échec actuel des politiques de l'emploi, par exemple, n'est-il pas du en partie à l'inefficacité de mesures prises dans le secret des cabinets ministériels (fussent-ils de gauche) indépendamment des préoccupations des travailleurs ?

Une autre dérive consisterait à se muer en groupe de pression pour « vendre » nos propositions aux « décideurs » du moment à l'image de tous ceux (intellectuels, clubs) qui colloquent et produisent une masse étonnante de solutions capables, en théorie, de sortir la France de la crise. Un lobby, même à gauche de la gauche, courtisant des ministères, n'est pas notre vocation première.

Mais s'adressent d'abord au mouvement ouvrier.

En dépit de leur caractère d'intérêt général, les politiques industrielles ont toujours servi la bourgeoisie (rentabilité de l'appareil productif et intégration entre fractions financières et industrielles) et ce, grâce à une concertation accrue entre Etat et entreprises. A notre tour, nous ne proposons pas de sauver la « boutique France ». Des propositions économiques alternatives s'adressent d'abord au mouvement social, tout en constituant des réponses cohérentes et articulées aux déséquilibres actuels.

En effet, la monnaie, le budget de l'Etat ou la balance des paiements ne sont pas des questions artificielles dont on pourrait se contenter de renvoyer le traitement à l'issue d'un processus révolutionnaire éliminant la bourgeoisie en tant que classe. Les solutions ne constituent pas une fin en soi (comme le propose le gouvernement) mais sont subordonnées à l'objectif principal de transformation sociale.

1-b. Pourquoi ?

Si les stratégies de gauche sont prisonnières de la logique des rapports marchands, quelle peut-être l'utilité de mots d'ordre économiques différents ?

Des contre-mesures doivent être capables de démonter pan par pan la logique de l'idéologie dominante qui constitue aujourd'hui, un véritable verrou dans les mentalités bloquant toute avancée. Prenons l'exemple des charges sociales : le patronat, mais aussi une partie de la gauche jugent inévitable une baisse du pouvoir d'achat pour permettre aux entre-

prises de regagner une compétitivité perdue par rapport à nos partenaires. Or, les statistiques démontrent le caractère spécieux de telles assertions, qu'il s'agisse de sources étrangères ou françaises. D'autres batailles restent à mener, en particulier « l'efficacité » des politiques d'austérité, la nature du projet moderniste, etc.

De plus, ces propositions doivent avancer des objectifs « gagnables » capables de remobiliser le mouvement social. La crédibilité de propositions alternatives dépend de la capacité d'agir à partir de la société telle qu'elle est, avec ses possibilités, mais aussi ses contraintes, pour avancer vers la résolution des contradictions présentes. A condition de bien préciser que les contraintes ne sont pas toujours là où on les croit : ne confondons pas les contraintes physiques insurmontables (on ne peut pas consommer plus qu'on ne produit) et contraintes sociales (ce n'est pas possible parce que les patrons ne le souhaitent pas !) qui dépendent du niveau de conscience et de mobilisation.

Des propositions immédiates n'ont pas pour objet de sortir un nouveau type de régulation sociale de notre chapeau, ce qui supposerait un bouleversement du mode de production, mais d'obtenir de premières victoires redonnant confiance aux travailleurs et permettant d'améliorer le rapport de forces en leur faveur. De telles mesures ne font en rien l'économie d'un affrontement avec le patronat, mais sont applicables *aux yeux des travailleurs* sans nécessiter « un saut dans l'inconnu » qu'ils ne souhaitent pas dans leur grande majorité.

Enfin, il s'agit de mots d'ordre qui s'articulent avec un projet de rupture. La distinction court terme/long terme ne renvoie pas à celle traditionnelle de programmes maximum et minimum. Elle sépare les questions auxquelles on peut trouver une réponse assez vite, sans changement décisif dans les structures et les mentalités, de celles qui exigent une rupture fondamentale avec le mode de production capitaliste. Ces dernières se conçoivent en fonction d'une avancée longue dans les consciences, ce qui implique un débat de masse sur le socialisme et l'autogestion. C'est dans ce cadre qu'on peut avancer un projet de refonte de l'ensemble de l'appareil de production, et la priorité donnée à la valeur d'usage et à l'utilité sociale.

Comment ?

Mais il ne suffit pas d'invoquer l'idée d'objectifs « gagnables » qui

s'articulent avec un projet de rupture profonde : encore est-il nécessaire de trouver ces axes de lutte qui, tout en tenant compte du contexte actuel de reflux de la mobilisation populaire, permettent d'engager un processus alternatif et de peser véritablement sur la réalité immédiate. C'est pourquoi, bien plus que les querelles doctrinales, le choix des propositions d'urgence revêt aujourd'hui un caractère fondamental, car dans tout un espace politique critique, deux stratégies peuvent apparaître également possibles :

a) *La mise en avant d'un programme radical (analyse du plan d'urgence préconisé par la LCR).*

Le plan d'urgence adopté par la LCR marque incontestablement un pas en avant réel dans le dépassement d'une démarche strictement revendicative. On y retient en particulier que la seule force des mots d'ordre n'est plus aujourd'hui suffisante pour convaincre les travailleurs. A l'heure où de partout montent les hymnes à l'austérité, le texte insiste sur l'accent à donner à la démonstration et à l'explication économique. Nous apprécions donc positivement l'effort en ce sens entrepris par la LCR.

Néanmoins la discussion doit se poursuivre sur le « cadrage » général de l'ensemble du dispositif. Au-delà des divergences sur telle ou telle mesure particulière, une incertitude demeure qui pose le problème des rapports avec le patronat et de façon plus générale, celui de la crédibilité que les travailleurs sont en mesure d'attendre de telles mesures : n'est-il pas utopique en effet de proposer des solutions qui supposent un niveau d'affrontement avec le patronat ne correspondant pas au rapport de forces actuel ?

C'est à notre avis le travers dans lequel tombe parfois le texte. Soyons clairs, il est évident pour tout le monde qu'en temps de crise, toute mesure favorable aux travailleurs ne peut être que nuisible au patronat. Il ne s'agit pas pour nous de nous aligner et de reprendre à notre compte le matraquage idéologique dominant que par ailleurs nous condamnons ! Il n'en reste pas moins que la responsabilité d'une organisation révolutionnaire est bien de proposer des solutions mobilisatrices qui ne se situent pas trois pas en avant des masses... C'est par exemple ce qui conduit la LCR à avancer des propositions qui auraient pu, dans une autre période, apparaître bien

banales — comme la transformation de l'emprunt 1973 — mais qui risquent fort de ne pas trouver d'écho aujourd'hui dans le public populaire à qui ce discours s'adresse !

b) *Ou une démarche qui articule revendication traditionnelle et dynamique de contrôle :*

Une démarche de propositions économiques à court terme se situe à deux niveaux :

— Celui de la *revendication* traditionnelle qui s'adresse à l'Etat et au patronat ; elle peut être portée par une mobilisation qui vise, par la création d'un rapport de forces, à faire céder l'adversaire.

— Celui de la *dynamique de contrôle* qui incite les travailleurs dans tous les domaines à prendre en charge la vie de l'entreprise (formation, cadences, l'organisation du travail, etc.) Par l'apprentissage de la démocratie collective, l'exercice du contrôle permet d'imposer des changements au travers du développement d'une prise de conscience profonde à la fois de l'aliénation mais aussi de la puissance des travailleurs.

Il nous paraît important de mener de front ce double combat, ce qui nous a amenés à nous pencher sur les expériences de plans alternatifs qui se sont multipliés depuis quelques années en Grande Bretagne et en RFA, et qui ont l'avantage de combiner combat revendicatif et dynamique de contrôle. Face aux plans de restructuration et à l'introduction de nouvelles technologies dans l'entreprise, les contre-plans permettent d'engager une dynamique qui dépasse la seule revendication du maintien de l'emploi et de l'outil de travail. Ils remettent en cause également la finalité de la production face à l'élaboration de plans de production socialement utiles tenant compte des besoins sociaux de la population en liaison avec les usagers.

Là-dessus, l'avancée des débats en RFA n'est plus à démontrer comme en témoigne le numéro de janvier du mensuel de l'IG Metall, *Der Gewerkschaftler*. Plus largement encore, les rencontres organisées par les Verts (forum sur la sidérurgie en septembre 1983, conférence sur les chantiers navals en janvier 1984) ou les réflexions d'entreprises (Messerschmidt, AEG) représentent un débat utile sur les produits d'avenir garantissant l'emploi (voir à ce sujet l'article *Réflexion sur les productions alternatives* paru dans le numéro 25 de *Que faire Aujourd'hui*).

II. Trois axes de lutte contre l'austérité

Nous reproduisons ici un texte auquel nous avons contribué, paru dans le bulletin de préparation des asises de la fédération pour une Gauche alternative. Il n'est pas question de publier ici une plate-forme complète et détaillée. Par contre, mieux qu'un résumé, ces propositions illustrent la réflexion théorique menée ci-dessus. Nous tenons à la disposition des lecteurs des textes plus développés, en particulier sur l'emploi (1).

1. Une stratégie de découplage avec le marché mondial

a) Desserrer la contrainte financière extérieure

— étudier une formule monétaire efficace (dévaluation ?..., double marché des changes ?),

— mesures de protection autorisées par le traité de Rome et le GATT, quota d'importation négocié à l'image de l'accord multi-fibres,

— étudier la possibilité d'un double marché des changes (franc commercial, franc financier).

b) S'affranchir des contraintes sur la production

— Mobilisation des comités d'entreprise :

- contrôle afin que les sociétés françaises donnent la priorité aux produits intérieurs,

- droit de veto des CE sur les mouvements de capitaux.

— Rôle du secteur nationalisé :

- taux d'intérêt préférentiel pour les entreprises qui diminuent leurs exportations,

- priorité des commandes publiques pour les produits intérieurs

c) Reconquérir le marché intérieur :

Une démarche de reconstitution de filières (textile, machine-outil, sidérurgie, bois) aujourd'hui gravement touchées par la crise pourrait se concrétiser :

— par une diversification des gammes afin de neutraliser les effets de « créneau » qui accentuent notre dépendance,

— par un regroupement et une coordination des unités de production en amont et en aval des filières,

— par une collaboration accrue des différentes entreprises. Une concertation tout au long des différents stades du processus de production

avec pour objectif un dépassement des rapports marchands et une plus grande cohérence de la politique industrielle notamment celle des firmes nationalisées,

— une réforme de la distribution limitant les marges.

2. Lutter contre les inégalités

a) Par une véritable réforme fiscale

— Elargir l'assiette des impositions pour les non-salariés (agriculteurs, professions libérales et indépendantes).

— Supprimer les déductions injustifiées du bénéfice des entreprises.

— Revoir le système du quotient familial et conjugal.

— Supprimer la TVA sur les produits taxés à 5,5 %.

— Créer un véritable impôt sur le capital.

— Intensifier la lutte contre la fraude fiscale des non-salariés et des entreprises en embauchant tout le personnel nécessaire.

b) Par une refonte des prélèvements sociaux

— Prise en compte par l'Etat des régimes déficitaires non-salariés.

— Egaliser les bases contributives par la refonte de l'assiette (plafonnement, forfait agricole, revenus de la propriété).

— Création d'un fonds patronal mutuel pour le recouvrement des dettes des entreprises.

— Suppression de la TVA sur les produits de santé et les équipements hospitaliers.

— Introduction de la valeur ajoutée dans le calcul des charges sociales.

— Suppression de l'augmentation de 1 % de cotisation salariée pour le chômage.

c) Par une politique sociale des salaires

— Maintien du pouvoir d'achat pour les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

— Réduction de la hiérarchie salariale et des avantages en nature.

— Augmentation uniforme pour tous.

— Augmentation du SMIC et des bas salaires.

3. L'emploi prioritaire

a) Réduire massivement le temps de travail

— Le passage en une seule fois de 39 à 35 heures doit permettre de diminuer considérablement le nombre actuel de chômeurs, d'éviter quantité de suppressions d'emplois

actuellement planifiées et d'augmenter les ressources de l'Etat et de la Sécurité sociale.

— Il doit se faire par une loi, quitte à programmer des négociations branche par branche pour les conditions d'application et les dérogations éventuelles.

— Compensation permettant de maintenir les coûts unitaires des entreprises en fonction de la productivité soit intégrale jusqu'à 2,5 fois le SMIC, partielle au-delà.

b) Créer des emplois par une relance sélective et sociale

— Relancer le BTP qui correspond à une véritable demande, par la mise en chantier de 550 000 unités chaque année, ce qui pourrait en l'occurrence créer 100 000 emplois.

— Une politique d'économie d'énergie par la mise en place de plans locaux et l'investissement d'un minimum de 24 milliards par an, ce qui devrait permettre la création de 160 000 emplois.

— Créer des emplois socialement utiles dans les secteurs santé/social, enseignement et emplois d'utilité locale.

c) Reconquérir le marché intérieur

— La relance de certaines activités très déficitaires (électronique, textile, bois, pâte à papier, etc.) dans le sens du paragraphe prévu plus haut devrait permettre la création à terme de 100 000 emplois

Huguette Bouzonnie
Pierre Le Maire
Pour le secrétariat national
de Gauche autogestionnaire.

1. A demander à Gauche autogestionnaire : 25, rue du Moulinet, 75013 Paris.

Faire face

En ce printemps 84, la situation est grave et dangereuse pour la classe ouvrière et l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Le chômage augmente au rythme de 2 000 par jour et les vagues de suppressions d'emploi et de licenciements qui se succèdent ne permettent pas d'envisager une inversion du phénomène. Le pouvoir d'achat des salaires a enregistré l'an dernier sa baisse la plus importante depuis la seconde guerre mondiale. Le système de protection sociale, en particulier l'indemnisation du chômage, a connu une remise en cause que risque d'amplifier la promesse de diminuer les « prélevements obligatoires » l'an prochain. Dans toutes les branches et secteurs — les petits et moyens paysans en savent aussi quelque chose — l'offensive du capital, qu'il soit privé comme public, contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis, se poursuit et s'intensifie, à la recherche de la rentabilisation capitaliste et du redéploiement impérialiste.

Une situation grave et dangereuse

La droite développe son harcèlement dans tous les domaines et met en place une stratégie de reconquête de l'appareil gouvernemental. Tentant un renouvellement idéologique dont les ferments viennent des horizons « Nouvelle droite » et « extrême-droite », tout en poursuivant le débat sur les choix économiques et politiques qui l'avaient divisée avant 81, et la divisent encore malgré l'opération politicienne des européennes, elle use des bénéfices de l'opposition, exploitant

tous les mécontentements sectoriels, mène des tentatives de déstabilisation, multiplie les violences verbales et les violences tout court, tout en bénéficiant des possibilités offertes par ses succès électoraux des cantonales 82 et municipales 83. La droite et l'extrême-droite déchaînent en particulier une campagne xénophobe et raciste à l'encontre des travailleurs immigrés, dans le but de détourner la colère, le ressentiment et les luttes populaires des vrais responsables, le système et la classe capitalistes, et de diviser les masses populaires pour affaiblir leur capacité de résistance.

Nul ne doit s'y tromper : le retour des forces de droite au gouvernement, dans les dispositions économiques, politiques et idéologiques qui sont les leurs, inspirées du reaganisme et du libéralisme sauvage, verrait la mise en place d'une politique réactionnaire bien pire que celle d'avant 81 : licenciements dans la Fonction publique, régression de la protection sociale, suppression du SMIC, etc.

Grave et dangereuse, la situation l'est aussi quand on prend en compte la situation du mouvement ouvrier et populaire. Traversé par les désillusions, les reculs, les doutes, marqué par la division, la désyndicalisation et la désorganisation, directement touché par la décomposition de la classe ouvrière qu'entraîne le redéploiement du capital, il connaît une déstabilisation accrue de ses références et habitudes, amplifiée par la nouvelle situation politique et la politique gouvernementale. Déstabilisation qui tient aussi au désarroi provoqué par les actes

des pays se réclamant du socialisme (Afghanistan, Pologne...) et le refus grandissant du « modèle soviétique » ; la dégradation des rapports de confiance avec les grandes organisations, en particulier liées au PCF, en raison du rejet de plus en plus fréquent de leurs pratiques hégémonistes ; l'enterrement des espoirs de 68. L'offensive du capital et les attaques de la droite vont ainsi de pair avec l'accentuation de la crise du mouvement ouvrier et populaire, alors même que les partis de gauche sont depuis trois ans au gouvernement. Situation paradoxale qu'il faut bien comprendre pour être à même de la transformer, pour faire face.

La logique infernale de l'austérité

Le paradoxe tient d'abord aux conditions mêmes de l'arrivée de la gauche au gouvernement. Le capital et le gouvernement Giscard-Barre ont engagé, depuis le milieu des années 70, l'offensive contre les travailleurs et développé un redéploiement accéléré des capitaux forts. Il en est résulté à la fois une situation de défense, de reflux des forces ouvrières et populaires (tenant également aux politiques mises en œuvre par les partis de gauche) et des tensions importantes entre les différentes fractions du capital, une division accrue de la droite. Produite par un rejet de la politique de Giscard-Barre et du capital, l'élection de François Mitterrand n'est pas la conséquence d'une poussée du mouvement populaire. Elle tient à la conjonction de la division de la droite — une partie de son électorat votant le 10 mai pour François Mitterrand — et de l'affaiblissement du PCF qui rend ce vote d'autant plus possible. Ainsi PS et PCF arrivent au gouvernement dans une situation de défensive de la classe ouvrière, alors qu'ils avaient conçu leurs stratégies respectives dans une période d'essor économique, d'avancée et de mobilisation populaires et qu'ils avaient, par la pratique de sept années de Programme commun, canalisé le mouvement vers un objectif que bornait la victoire électorale, qualifiée de « clé du changement ».

La politique gouvernementale mise en œuvre depuis trois ans est

marquée par un alignement progressif sur la logique infernale de l'austérité pour les travailleurs et du redéploiement impérialiste des capitaux. Après avoir, la première année, mis en œuvre des mesures, d'ailleurs timides, de relance, le gouvernement a changé en juin 82 l'orientation de sa politique économique et sociale : priorité à la lutte contre l'inflation et au redressement du commerce extérieur, par les moyens les plus « classiques » — qui consistent à amputer le pouvoir d'achat des travailleurs, à réduire la consommation populaire et à ralentir l'activité économique — et priorité à la relance des investissements dans les secteurs les plus rentables. Cette orientation est renforcée par les mesures prises au lendemain des municipales, puis, ces derniers mois, par un plan de restructurations industrielles conduisant à des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les secteurs et entreprises directement contrôlés par l'Etat, pour améliorer la compétitivité des principales multinationales françaises et sauver ou gagner des places dans la course au profit maximum au plan mondial. Les principales réformes entreprises depuis trois ans, si elles présentent souvent un aspect utile pour l'action et l'organisation des travailleurs, sont guidées par la recherche de la mise en place d'un consensus structurel des classes. Les nationalisations constituent une pièce maîtresse d'un développement nouveau et spécifique du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le gouvernement justifie cette politique par l'accentuation de la crise économique mondiale, l'interdépendance obligée de l'économie française, son endettement croissant, sa compétitivité nécessaire. En fait, le gouvernement a maintenu la France au sein du marché impérialiste mondial et a soumis délibérément sa politique économique aux lois et règles de ce système. Ce choix initial l'a conduit à inscrire sa politique dans la logique impérialiste de la politique d'austérité des USA et des voisins européens de la France. De plus, le gouvernement a choisi de laisser intact l'appareil d'Etat bourgeois et la Constitution de la Ve République, instituée en 1958 pour assurer la domination du

grand capital.

Ces choix économiques et politiques stratégiques ont conduit le gouvernement à agir de plus en plus en faveur des capitaux et de leur redéploiement, à céder aux pressions et menaces des forces du grand capital. Ils l'ont conduit à gérer la crise et à s'aligner sans cesse davantage sur la logique de l'austérité, qui amène à s'attaquer toujours plus au pouvoir d'achat des travailleurs, à leurs emplois, à leurs conditions de vie, à leur protection sociale, à leurs acquis, amplifiant ainsi la démobilisation, la désillusion, la division, qui les laissent désarmés face à leur ennemi de classe.

Une stratégie qui ne mène pas au socialisme

Plus profondément, c'est la stratégie globale des partis de gauche qui est ainsi en cause. Respectueuse des lois économiques et politiques du système capitaliste-impérialiste qu'elle prétend pouvoir transformer graduellement, cette stratégie s'est trouvée de plus en plus dominée par ces lois. Basée sur la thèse du « compromis entre pouvoir économique et pouvoir politique », elle a laissé un vaste champ d'action à l'offensive politique, économique et idéologique des forces du capital et de la droite, tandis qu'elle a renforcé le repli sur soi, le désarroi et la déstabilisation des références au sein du mouvement ouvrier et populaire. Inspirée de la conception d'ensemble selon laquelle la pratique du consensus et de l'harmonie sociale entre capital et travail doit se substituer à celle de la construction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs dans leur lutte contre le capital, cette stratégie aboutit à encadrer et à canaliser le mouvement ouvrier et populaire sur les voies de la « gestion de gauche » de la crise du capital et à lui faire perdre en autonomie, en force et en liens avec la grande masse des travailleurs et du peuple de notre pays. Ainsi, quels que soient les résultats qu'obtiendra la politique gouvernementale dans le rétablissement des « grands équilibres économiques », la stratégie mise en œuvre depuis le 10 mai 1981

montre chaque jour davantage qu'elle n'est pas porteuse du socialisme et qu'elle conduit le mouvement ouvrier et populaire à l'im-passe.

L'autre politique : rompre avec l'impérialisme

Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas d'autre politique possible, que l'austérité est fatale, en attendant des jours meilleurs. Les suppressions d'emplois, les licenciements, l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, les atteintes à la protection sociale, la désindustrialisation de régions entières, la déstructuration de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier ne sont pourtant fatals que si la logique économique et politique retenue consiste à s'inscrire dans le cadre de la course aux profits, à la compétitivité et à la rentabilité, au redéploiement des capitaux, à l'intérieur du marché impérialiste mondial, dans l'espoir d'y sauvegarder ou gagner quelques places pour les multinationales françaises.

Une autre politique est à la fois nécessaire et possible. Elle consiste, de manière indissociable, à :

— partir des besoins des travailleurs et du peuple de notre pays, s'appuyer sur leurs aspirations et revendications, en particulier le refus des licenciements et l'exigence du travail pour tous, la défense du pouvoir d'achat, et donc s'attaquer aux forces qui ont intérêt au maintien de la situation actuelle, le capital industriel et financier, l'impérialisme français ;

— s'allier avec les peuples et pays du Tiers Monde, victimes de l'exploitation du même système impérialiste mondial, des mêmes forces que les travailleurs et le peuple de notre pays ; remettre en cause les rapports de domination impérialiste de la France, en négociant des accords bilatéraux et multilatéraux avec ces pays, reposant sur l'égalité et l'avantage réciproques, sur la base de leurs revendications pour un nouvel ordre économique international.

Il s'agit d'engager un processus de rupture avec l'impérialisme, prin-

cipal caractère spécifique de la France des années 80, marquant en profondeur aussi bien les forces productives que les rapports de production. Ce caractère impérialiste recouvre à la fois le maintien des colonies — les DOM-TOM — l'exploitation néo-coloniale du Tiers Monde, le pillage de ses ressources matérielles et humaines (immigration), la participation au marché impérialiste mondial, les ventes d'armes...

Engager ce processus de rupture avec l'impérialisme implique à la fois de :

— combattre la domination du dollar et du marché impérialiste mondial : contrôle rigoureux des changes ; taxation des sorties de capitaux et des placements spéculatifs ; recherche d'accords avec les partenaires, dans le respect de l'indépendance et des avantages réciproques, excluant l'utilisation du dollar ; mise en œuvre d'une réforme du système monétaire international (une voix par pays au sein du FMI) ; protection du marché intérieur face à l'agressivité des multinationales, notamment américaines, japonaises ou allemandes ;

— remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde : droit à l'indépendance des DOM-TOM ; négociation d'accords avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud, reposant sur l'égalité et les avantages réciproques, sur la base des revendications du Tiers Monde et des intérêts des travailleurs et du peuple de notre pays contre la cible impérialiste (non recours aux monnaies intermédiaires, possibilité du troc, suppression des barrières douanières sur les produits de ces pays, transferts technologiques répondant à leurs besoins pour leur propre développement, formation des travailleurs, prêts sans intérêt et tarifs préférentiels, retrait des troupes et bases françaises, aide à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire) ; égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés et mesures concrètes pour en assurer la mise en œuvre ;

— s'assurer d'une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances : équilibre des échanges, non-dépendance en produits stratégiques ;

— transformer les relations au sein de la CEE par une renégociation du Traité de Rome incluant la remise en cause des inégalités entre pays et régions, des rapports de domination de la CEE par rapport au Tiers Monde, permettant à chaque pays de développer une industrie diversifiée et remettant en cause l'élimination accélérée des petits et moyens paysans;

— en France même, s'attaquer aux forces capitalistes et impérialistes, en contrôlant sérieusement, et à tous les niveaux de la production à la distribution, les marges et les plus-values dans tous les secteurs de l'économie, en augmentant les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes, en maintenant le pouvoir d'achat des travailleurs et en améliorant celui des bas et moyens salaires comme des petits et moyens paysans, en soumettant toute aide, subvention ou exonération des charges des entreprises, privées comme publiques, à la réalisation effective des investissements et des créations d'emplois, en développant les droits syndicaux et démocratiques, permettant en particulier d'assurer un contrôle effectif des travailleurs dans les entreprises.

Chacune de ces mesures, prise partiellement, ne marque pas, à elle seule, une rupture avec l'impérialisme. Mais prises globalement (sans prétendre à l'exhaustivité) et associées à la mobilisation ouvrière et populaire, ainsi qu'à une politique éprouvée de solidarité et d'alliance avec le Tiers Monde, elles permettraient d'engager une rupture décisive.

Cette autre logique économique et politique, rompant avec les lois du profit et de la concurrence impérialiste, est seule à même de lever les contraintes économiques, de sortir de la crise, de procéder à la modernisation, pour satisfaire les besoins de l'immense majorité de la population de notre pays comme des peuples du Tiers Monde. Bien loin d'être irréaliste ou utopiste, cette autre logique économique et politique permettrait d'édifier un socialisme au contenu concret et émancipateur, adapté aux réalités de la France et du monde des années 80.

Oeuvrer au renouveau

Répondre à la crise du mouvement ouvrier et populaire, œuvrer à son nécessaire renouveau, ne concerne, en effet, pas seulement la définition d'une autre logique économique et politique. Cela nécessite, dans le même temps, d'en dégager les raisons, d'en extirper les racines, de forger les réponses stratégiques, politiques, institutionnelles et idéologiques nécessaires. Pour ce faire, il faut à la fois prendre en compte les réalités de la France et du monde des années 80 et procéder à l'analyse critique des décennies passées comme des expériences socialistes. Il s'agit de définir un socialisme et une stratégie adaptés aux réalités d'aujourd'hui.

Certaines questions sont aujourd'hui clés pour avancer dans cette direction, en particulier :

— la destruction de l'Etat bourgeois et l'édification d'un Etat socialiste assurant le pouvoir populaire et démocratique des travailleurs;

— la nécessaire reconversion de l'appareil de production pour satisfaire les besoins populaires;

— l'action indispensable pour défendre la paix et développer la solidarité internationale, contre les deux superpuissances et leur rivalité pour l'hégémonie mondiale;

— la réalisation de l'unité et de l'autonomie de la classe ouvrière et la mise en œuvre de l'alliance de toutes les classes et couches populaires sur la base de leurs intérêts spécifiques, contre la cible impérialiste;

— le rejet de toutes les pratiques et ambitions hégémoniques au sein du mouvement ouvrier et populaire.

C'est à la fois d'un combat commun de tous les instants contre l'offensive du capital et de la droite, contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, contre l'impérialisme et notamment les deux superpuissances, et d'une confrontation des idées et pratiques au sein de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, que les travailleurs reprendront confiance en eux-mêmes, en leur force, en leur capacité d'agir, de s'unir et de vaincre.

Pierre BAUBY
membre du Secrétariat politique
du PCML

Nous publierons dans notre prochain numéro des contributions de Lutte ouvrière et de l'UTCL.

La grande mutation de l'industrie américaine

Jack MARSH

L'article ci-dessous a été publié dans *Inprecor* n°166 du 6 février 1984. Il nous a semblé opportun de le reproduire dans *Critique Communiste*, particulièrement après le voyage de François Mitterrand aux Etats-Unis.

Eperdu d'admiration pour la « créativité » du capitalisme nord-américain, le président français a semblé découvrir outre-Atlantique le secret de la réussite industrielle. Ce que la crise et les mutations industrielles en cours impliquent pour les ouvriers américains n'a pas retenu l'attention d'un chef d'Etat, réputé pourtant socialiste ! On aura compris que tel est, au contraire l'objet du présent article.

Tous les rapports s'accordent à le dire, l'année 1983 aura été une bonne année pour les banquiers et les hommes d'affaires, et une mauvaise année pour les travailleurs et les minorités. En dépit de nombreuses faillites de petites entreprises et des inquiétudes sans cesse exprimées par les institutions bancaires à propos des risques qui pèsent sur les investissements à l'étranger, la bourgeoisie américaine parle sur un ton réjoui d'une « reprise classique » de l'économie après le fléchissement cyclique de juillet 1981. En 1983, les profits des trusts ont connu une hausse de ... 40 %, atteignant le chiffre annuel d'environ 227 milliards de dollars, comme l'indique le *Wall Street Journal* (1).

Selon les paroles du secrétaire d'Etat au Commerce, Malcolm Balbridge, le tableau des profits réalisés

Les travailleurs et les minorités (y compris les femmes qui prennent conscience, de façon militante, de leur exploitation économique et de leur discrimination spécifique) ne se rappelleront pas de l'année 1983 avec la même exubérance que leurs employeurs, car,

par les trusts « reflète le rythme vigoureux de la conjoncture économique, conjugué à la croissance des gains dans le domaine de la productivité et à la modération des hausses de salaire. » (2). La hausse de la productivité et les bas salaires sont donc les principaux changements qui provoquent l'allégresse du patronat et de ses représentants politiques. Ils reconnaissent cependant qu'il y a des points noirs et que le futur reste, comme toujours, incertain. Les ombres au tableau — disent-ils — restent l'inflation croissante, la hausse des taux d'intérêts, un déficit budgétaire fédéral qui, pour l'année 1983, dépasse les 200 milliards de dollars, une balance du commerce extérieur de plus en plus défavorable, un flot continu de demandes d'allocations-chômage et un allongement constant de la durée moyenne de la semaine de travail (3). Ces deux derniers facteurs — chômage massif et semaine de travail plus longue — ne préoccupent pas outre mesure la plupart des employeurs, qui, comme on le sait, ne peuvent raisonner autrement qu'à court terme. Cependant, le chômage de longue durée, qui touche officiellement de sept à neuf millions de travailleurs, conjugué à une extension de la semaine de travail et à une accélération des cadences, ne peuvent qu'engendrer, dans un futur proche, des difficultés pour l'économie et une agitation sociale croissante. Potentiellement explosifs, ces éléments marqueront donc les élections présidentielles de novembre 1984.

pour eux, elle n'aura pas été l'année de la prospérité. Les gros titres des journaux faisant état de la reprise économique sont, à leurs yeux, tout simplement incroyables. Leur pouvoir d'achat s'est nettement dégradé depuis un an. Pour des millions d'entre eux leur allocation-chômage est

1. Cf. l'article d'Allan Murray, « Wall Street Journal », « Les profits des trusts sont en hausse », du 23 novembre 1983.

2. Idem.

3. Cf. « La mobilisation des chômeurs dans la citadelle impérialiste », « Inprecor » n° 163 du 19 décembre 1983.

4. Les coupons alimentaires sont vendus par les services d'assistance sociale à un taux qui varie selon le revenu et le nombre d'enfants des assisté(e)s. Ceux-ci s'en servent ensuite pour payer les produits alimentaires qu'ils achètent dans les supermarchés.

5. Le district n° 31 de l'USWA (United Steelworkers of America) englobe toutes les entreprises sidérurgiques des zones voisines de Chicago et Gary (à l'extrémité sud du lac Michigan). C'est le district qui compte le plus de cotisants de toute l'USWA. En 1976, il avait servi de base à la campagne d'Ed Sadlowski pour un syndicalisme plus combatif et démocratique.

arrivée à terme, et ils vivent de subsides, de secours et de coupons alimentaires (4). Nombreux sont ceux qui, ayant acquis une maison au cours d'une période plus faste, en sont aujourd'hui dépossédés. Le nombre réel de chômeurs dépasse les dix millions. Sur les cent millions de personnes qui composent la force de travail du pays, rares sont celles qui n'ont pas autour d'elles un ami, un ancien collègue ou un parent qui ne soit pas actuellement sans travail, souvent depuis plusieurs mois et sans espoir d'en retrouver. Il y a des endroits du pays — la région des mines de fer du Minnesota, la région minière des Appalaches, les villes industrielles de Pennsylvanie — où 50 % de la force de travail se trouve au chômage.

Tout cela ne signifie pas que, sous d'autres rapports, il n'y ait pas eu de changement, ni que de nombreux travailleurs qui s'étaient retrouvés sur le pavé avec la fermeture des usines automobiles et des aciéries, n'aient pas retrouvé de travail. Certains ont été réembauchés dans le secteur automobile et dans une moindre mesure, dans le secteur sidérurgique. General Motors (GM) par exemple, a repris 75 000 travailleurs qu'elle avait licenciés. Aujourd'hui ce géant de l'automobile se vante des gros bénéfices qu'il réalise et a annoncé que « l'industrie automobile américaine reste compétitive et capable d'assurer des emplois stables, bien rémunérés ». Par contre, ce que l'on passe sous silence, c'est le nombre d'emplois offerts par rapport aux hausses de production prévues.

C'est entre autres à travers des « participations mixtes et des accords d'importation » avec les Japonais ou d'autres producteurs étrangers que le secteur automobile prévoit de rester compétitif. Le projet industriel de 300 millions de dollars associant General Motors et Toyota Motor Corporation est presque achevé, et la GM s'apprête à réouvrir son usine de Fremont en Californie, qui se trouvera alors sous la nouvelle direction conjointe. Simultanément, elle annonçait, en décembre, que 50 000 de ses anciens employés ne seraient pas réembauchés. Une fois que ses usines robotisées tourneront à plein, on s'attend à ce que le nombre de voitures produites batte tous les records.

L'exemple de l'industrie de Chicago

Ceux qui, après de longues périodes de chômage, ont été réembauchés cette année, découvrent que les nouveaux postes de travail sont très différents de ceux qu'ils occupaient avant que leurs usines ne soient définitivement fermées. Ces postes relèvent maintenant définitivement du domaine du passé, à l'instar de nombre de ces vieilles carcasses d'usine. Les nouveaux postes de travail combinent travail qualifié, surveillance et réajustements là où les chaînes de montage automatisées ont été mises place, et une nouvelle catégorie de techniciens d'ordina-

teurs a été créée pour les chaînes entièrement automatisées.

Beaucoup de choses ont été écrites à ce propos, parfois avec des exemples à l'appui. Mais il y a encore très peu d'études consacrées aux effets de cette mutation de la production industrielle sur les travailleurs. Des millions de travailleurs sont ainsi formés dans ces nouvelles conditions de travail et commencent à acquérir une nouvelle perception de leur rapport à la production, qui marque une nouvelle étape dans l'expérience des travailleurs de l'industrie. Il s'agit là d'une question d'importance. Nous essaierons de l'illustrer et de l'analyser sur la base d'une expérience personnelle en tant qu'ouvrier de la région de Chicago, qui, ayant fait son apprentissage comme réparateur de machines aux hauts fourneaux de l'US Steel South Works, a travaillé six ans dans la profession, jusqu'à ce que son entreprise ferme ses portes.

La situation de l'industrie à Chicago montre que South Works n'est guère qu'une entreprise parmi d'autres à avoir été mise au rebut. On peut citer à cet égard celle de Falstaff Brewery (brasserie), Wisconsin Steel (aciérie), Pullman Standard Rail Car (construction mécanique), Burnside Foundry (fonderie), Naylor Pipe (tuyauterie), Interlake Steel (aciérie), American Bridge (aciérie), Wyman Gordon Foundry, et les ravages s'étendent au nord-ouest de l'Indiana, où le nombre encore plus important d'usines désaffectées témoigne de cette grande mutation industrielle. Désormais, les journalistes n'appellent pas cette région autrement que « le bassin de la rouille des années quatre-vingt ».

Il y a peu de temps encore, ces installations industrielles étaient productives, tournaient sans arrêt et employaient des centaines de milliers de travailleurs, qui « n'y perdaient pas leur temps », selon l'expression alors en vigueur. Pour la plupart, ces travailleurs étaient membres de la Fédération des ouvriers de la sidérurgie (USWA), district n°31 (5), et l'idée qu'un jour les hauts fourneaux seraient refroidis n'effleurait l'esprit de quasiment aucun d'entre eux. Ils pensaient plutôt être installés dans ce secteur pour toujours. Peut-être pas parfaitement installés, certes, mais l'idée, erronée, selon laquelle ils y avaient fait leur trou une fois fini leur apprentissage, était très répandue parmi les ouvriers qualifiés.

Aujourd'hui, avec les vieux murs de brique qui se sont lézardés, ces illusions se sont dissipées. Avec le chômage massif qui affecte particulièrement les ouvriers qualifiés de l'industrie lourde, de l'automobile, de la sidérurgie, des chemins de fer, de l'industrie minière et pétrolière, chercher un nouveau travail ou chercher à être réembauché est devenu un véritable cauchemar pour les travailleurs. Pour l'embauche, les trusts ainsi que les petites entreprises peuvent désormais faire leur choix, comme au marché.

L'impact de ce phénomène sur les syndicats a été maintes fois décrit, et il est bien connu. La bureaucratie syndicale n'a

pas compris ce qui était en train de se passer et n'a pas pu prévenir ces ravages. Les bureaucrates syndicaux n'ont vu qu'un seul moyen de créer ou de maintenir les emplois : tout faire pour que les trusts restent compétitifs comme ils l'étaient auparavant. Tous les grands syndicats de l'industrie ont donc fait des concessions sur les salaires, et sont en train de négocier de prétendus accords « à contrepartie égale » sur les statuts professionnels. Pourquoi les avoir baptisés « contrepartie égale », cela reste un mystère. En effet, les syndicalistes qui mènent les négociations acceptent de regrouper plusieurs métiers dans une seule et même catégorie professionnelle, ce qui entraîne une réduction des emplois, et ils obtiennent, « en contrepartie », ...la vague promesse que les opérations du processus de production jugées archaïques ne seront pas abandonnées immédiatement, complètement et pour toujours.

De quelle manière cela affecte la place des travailleurs dans la production est un phénomène sur lequel on écrit peu, mais qui fait l'objet de discussions continuelles sur les lieux de travail. Auparavant, dans les syndicats de l'industrie (et en tout cas dans celui de la sidérurgie sur lequel se fonde le présent article), chaque qualification était séparée et distincte de toutes les autres, et clairement définie par le type exact des tâches requises et par son statut. Les contours de la juridiction professionnelle étaient strictement délimités et ne se recoupaient pas entre eux. « Ça, c'est pas mon boulot », cette réplique a été, pendant des années, un véritable lieu commun dans la bouche des travailleurs qualifiés de l'industrie lourde. Chacun savait ce qu'il fallait comprendre par là, et la plupart des travailleurs observaient à la lettre la définition des tâches, telle qu'elle était communément comprise, caractérisant leur qualification.

Un mécanicien, par exemple, avait l'habitude de refuser de faire le travail d'un raccordeur de tuyauterie, aussi modeste que fût la tâche. Lorsqu'un problème imprévu exigeant une compétence autre que celle des ouvriers déjà engagés dans l'opération en question se présentait, le contremaître devait presque inmanquablement faire appel à l'aide d'un autre ouvrier pourvu d'une qualification appropriée.

Cette pratique, pourtant acceptée depuis longtemps, est désormais presque complètement abandonnée, en raison de la transformation radicale du procès de production. Celle-ci est elle-même en grande partie la conséquence de la crise économique provoquée par la surproduction générale à l'échelle mondiale survenue à partir des années soixante-dix. C'est depuis lors, en effet, que la concurrence sur le marché mondial a contraint l'industrie américaine à se moderniser et à se réorganiser. Les effets de cette évolution se sont diffusés et ont conduit à une nouvelle réduction des effectifs d'ouvriers qualifiés dans les industries de production de masse, ainsi qu'à une dégradation des qualifications qui leur sont reconnues.

Sans avoir conscience de la dynamique du processus qui les submergeait, les bureaucrates syndicaux ont cédé à ces exigences.

La réorganisation des qualifications et l'augmentation de la productivité

Le syndicat des ouvriers du caoutchouc, par exemple, a négocié des contrats nationaux qui n'établissent que cinq catégories professionnelles dans des usines qui en employaient auparavant quinze, à la confection de pneus et de produits connexes. Les syndicats de cheminots ont accepté l'élimination de chauffeurs de machines à vapeur, de conducteurs, la réduction de la taille des équipes, et l'allongement des déplacements. La Fédération des ouvriers de la sidérurgie a signé des contrats avec les principales aciéries, qui établissent des « super-métiers » et créent une nouvelle catégorie baptisée « techniciens opérationnels ». Ces postes exigent que les ouvriers mettent en œuvre à la fois des qualifications d'électricien et de mécanicien.

Dans la sidérurgie, on a attribué à ces postes le statut de « métier circulant ». L'ouvrier qualifié doit se soumettre à des épreuves physiques et mentales relevant de six à huit qualifications différentes. Un patron peut ainsi éliminer les ouvriers plus âgés qui ont accumulé une certaine ancienneté, parce qu'ils sont incapables de réussir les deux types d'épreuves, tandis que les ouvriers qui auront passé l'examen pourront et devront accomplir des tâches multiples. Le patronat y gagne, parce que ce système lui permet de contourner les droits d'ancienneté, d'effacer les frontières entre les différentes qualifications, et de fusionner plusieurs anciens postes de travail entre eux. La main-d'œuvre employée, plus réduite, devient plus efficace et plus productive. Le taux de productivité augmente et, avec lui, les profits aussi.

Quand un ouvrier ou une ouvrière de l'industrie mis(e) à pied ou licencié(e) pour cause de « sureffectifs » commence à chercher un nouvel emploi sur ce qui est actuellement un « marché du travail des patrons », il ou elle doit remplir ces conditions pour pouvoir retrouver une embauche. De nos jours, l'ouvrier qui cherche un emploi qualifié doit être soudeur, tuyauteur, plombier, chaudronnier, technicien du chauffage également apte à l'installation des circuits électriques, au montage et au démontage des machines et autres équipements, à l'utilisation des tours, à la pose des briques et autres travaux de maçonnerie, au montage-réglage, et à tous les bricolages qui peuvent s'avérer nécessaires en cas de problème dans chacune de ces opérations. Ce sont là les exigences courantes des emplois dans l'entretien mécanique.

Dans les emplois de l'entretien électrique, les ouvriers doivent être des électri-

ciens compétents, des spécialistes des moteurs, des experts en réparation d'instruments de contrôle, des dévideurs d'armature, des tourneurs, des fraiseurs, et parfois des monteurs. Le patron y trouve son compte à plusieurs titres, et notamment sur deux terrains. Tout d'abord, les nouvelles qualifications d'emploi sont souvent rémunérées à des taux de salaires inférieurs, malgré les qualifications et le travail supplémentaires exigés. Par ailleurs, ce que l'on appelait autrefois les temps morts, lorsqu'on attendait l'arrivée d'ouvriers compétents pour un certain type d'opération, se trouvent désormais éliminés.

Aujourd'hui, les périodes d'essai qui précèdent l'embauche définitive sont beaucoup plus longues, la sélection des candidats et l'examen des dossiers d'expérience professionnelle étant bien plus minutieux que dans le bon vieux temps, « avant le chamboulement ». L'incertitude quant à leurs revenus futurs, due au fort taux de chômage des ouvriers qualifiés, crée une atmosphère d'intensification très poussée du travail, par la combinaison de métiers divers et d'accélération du rythme du travail, et cela même dans les secteurs les mieux payés des travaux d'entretien du matériel.

Les patrons sont en mesure de demander et d'obtenir plus de travail, de soin et d'attention à la qualité du produit de la part d'ouvriers qui se retrouvent sur le marché du travail après un chômage ou une mise à pied prolongés. Ces exigences sont présentées aussi bien par les entreprises où le syndicat est reconnu que par celles où il ne l'est pas (6). Dans les deux cas, le tri de tous les nouveaux embauchés est fait au bureau du personnel, et plus tard à l'atelier. Le candidat doit apporter les preuves de son expérience et d'une formation d'ouvrier qualifié récente. Après son embauche, l'employé doit s'acquitter de ses engagements, sans quoi on le jette à la porte et un chiffre de plus est enregistré dans les statistiques à la rubrique « chômeurs ».

Dans une situation où les ouvriers sont forcés d'exécuter toutes sortes de tâches différentes pour conserver leur emploi dans les branches mécaniques ou électriques, le seul moyen pour eux de survivre est d'étudier, de chercher à apprendre ces nouvelles techniques, de s'inscrire à une école de formation professionnelle pour y acquérir de nouvelles qualifications, et d'obtenir toutes les recommandations et les certificats d'apprentissage possibles. Tout cela est indispensable pour franchir la porte du bureau du personnel, car il faut y démontrer une compréhension élémentaire de nombreux métiers, parler en connaissance de cause, et avoir l'air de savoir ce que le poste de travail exige. Mais c'est une fois embauché dans l'atelier que commence la véritable épreuve.

Le nouvel ouvrier (qui est souvent d'un certain âge et hautement qualifié dans un des anciens emplois, comme soudeur, affûteur d'outils ou modelleur) doit faire très attention à la manière dont

6. La pratique syndicale américaine aboutit à l'existence de deux types d'entreprises : celles où un syndicat est reconnu, et les autres. Dans les premières le patron prélève les cotisations syndicales directement sur la paye des ouvriers et les remet au syndicat, et un contrat régit les conditions de travail. Dans les autres, le syndicat se désintéresse des revendications, et les salaires et conditions de travail sont moins bons. Jusqu'à présent, cette différence a été assez nette.

sont effectués les travaux en dehors de sa qualification particulière, sous peine de se perdre et de ne pas pouvoir finir la tâche qui lui a été confiée. Mais l'affaire ne s'arrête pas là.

Nouveau milieu de travail et nouveau sens de la solidarité

Le nouveau milieu de travail est un pot-pourri de toutes sortes d'ouvriers qualifiés dans des emplois d'industrie, auxquels on a imposé l'intensification du travail et l'accélération des cadences. On trouve là des ouvriers des cargos des Grands-Lacs, des chemins de fer, des aciéries, des mines de fer et des usines d'automobiles. Tous ont convergé dans la même course à l'emploi.

Personne n'est capable de maîtriser totalement l'ensemble de toutes les qualifications, c'est là un fait largement reconnu. Aussi, ces ouvriers savent généralement qu'ils sont tous dans le même bateau, à cette étape de ce qu'ils appellent « le grand chamboulement », et qui semble n'en être qu'à son début. Ils sont donc forcés d'admettre leurs limites, dans beaucoup de cas pour la première fois, et sont tout empressés de s'aider les uns les autres. Un nouveau sens de la coopération se développe. Dans de pareilles circonstances, c'est une qualité indispensable à la survie, et d'ailleurs, elle contribue à augmenter la productivité et les profits du patron.

Lorsqu'on place des ouvriers de toutes sortes d'industries, d'origines et d'expériences différentes, dans une même entreprise, beaucoup d'entre eux s'instruisent vite et facilement les uns les autres. Une sélection et un tri s'opèrent, non pas sur la base de la formation reçue auparavant, mais selon les traits de caractère et l'aptitude naturelle à la coopération. Un ouvrier agréable et compréhensif

s'entendra bien avec les autres. Il ne s'agit pas d'un regroupement de tous les braves gars. Au contraire, il s'agit de la nécessité de s'instruire mutuellement et de se porter assistance. C'est une chose qui transforme les attitudes de tous les ouvriers, d'âges et d'origines très divers. Chacun reconnaît très vite les limites de son expérience antérieure, lorsqu'il faut se mettre à l'ouvrage dans un des « super-métiers ». Mais en apprenant sur le tas et en s'aidant mutuellement à surmonter les sentiments d'insuffisance, on acquiert un nouveau sens de la solidarité.

Pour l'instant, ces progrès technologiques, dont certains sont moins visibles mais plus précieux que la dernière flambée des bénéfiques, profitent aux patrons. En effet, grâce à ces ouvriers venus d'industries diverses, dont beaucoup ont des années d'expérience derrière eux, les patrons ont pu rassembler une main-d'œuvre hautement qualifiée (sans avoir à établir au préalable de formations spéciales sur le tas ou d'apprentissages), fiable (pas d'absentéisme ou d'arrivées en retard dans ce groupe-là), et prête à se plier à toutes les normes de la production, fût-ce à contre-cœur.

Ces premières années de la décennie représentent une époque de grande insécurité pour la plupart des ouvriers américains. C'est le temps des mutations. Les ouvriers n'ont guère de perspective de prendre leur retraite encore jeunes, pas d'espoir réaliste de trouver une même place pour toute leur vie de travail, et pas moyen de savoir si telle nouvelle usine ou tel atelier fermera et s'ils seront renvoyés. Leur attitude est le plus souvent guidée par leurs plus récentes expériences, celles du choc de se trouver tout d'un coup sur le pavé et sans le moindre emploi en vue. C'est là un autre aspect de la nouvelle conscience. En ce moment elle ne nourrit pas tant la combativité que la prudence. C'est ce qui explique en partie que le mouvement syndical n'ait pas réussi à organiser une grande riposte à l'offensive

lancée par le gouvernement et le patronat depuis quelques années — et en particulier depuis 1980 et l'élection de Ronald Reagan — pour saper la force des syndicats et réduire les salaires.

L'autre raison, plus importante et plus décisive, qui explique l'échec du mouvement syndical à défendre les intérêts de la classe ouvrière, réside dans l'incapacité des dirigeants actuels du mouvement ouvrier. Ils ont enfermé les travailleurs dans le labyrinthe politique des partis démocrate et républicain. Tant que les ouvriers n'auront pas trouvé de nouveaux dirigeants capables de se tirer de ce piège, il est peu probable que le mouvement syndical apporte la moindre solution au problème de l'emploi et de la vie chère.

Les déboires de la couche relativement mince d'ouvriers semi-professionnels que cet article s'est limité à décrire, ne concernent pas toute la classe ouvrière des Etats-Unis. Loin de là. Mais cela n'empêche pas que bien d'autres travailleurs, au-delà des métiers qualifiés, connaissent des problèmes analogues. Presque tous les travailleurs reconnaissent qu'il s'agit d'une période de grands changements, et presque aucun d'entre eux ne pense que le changement aille dans le bon sens.

Aujourd'hui, presque tous les postes de travail sont nouveaux et réclament une attention plus soutenue et une plus grande coopération des ouvriers. C'est vrai des emplois qu'on crée en ce moment dans les secteurs informatisés et même dans les usines hautement robotisées.

Ces transformations draconiennes des conditions de travail sont en train de produire un nouveau sentiment de solidarité ouvrière. C'est une forme de conscience de classe qui est nécessaire au développement d'une direction politique ouvrière aux Etats-Unis.

Chicago, le 1^{er} décembre 1983

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom :
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Adresse :
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>
			Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montrouil Tél : 859 00 80

**Rassemblement
des travailleurs**

**26-27 mai
LE BOURGET**

**contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste**

Souscription 84 objectif 500 000F

*Pour tenir le rassemblement du Bourget,
pour aider la LCR*

à mener cette campagne contre l'austérité

500 000 F sont nécessaires

(infrastructure, propagande, voyages)

Si chaque participant verse 50F,

si chaque lecteur ou lectrice

verse 50F de soutien,

5 000 travailleurs de tout le pays

pourront participer à ce rassemblement

Nom : _____

Prénom : _____ Profession : _____

Mention brève : _____

Je verse : _____ F

(cheque a l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Deux numéros exceptionnels d'Inprecor

E 1^{er} Mai 1974, il y a tout juste dix ans, était publié le numéro zéro d'*Inprecor*, revue d'informations et d'analyses internationales publiées sous la responsabilité du Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale. Sorti régulièrement pendant tout ce temps, *Inprecor* paraît depuis de longues années deux fois par mois.

Pour marquer cette date anniversaire et répondre à l'actualité politique internationale, la rédaction d'*Inprecor* a mis en chantier deux numéros spéciaux exceptionnels :

● Le numéro 171 du 16 avril 1984 sera consacré à l'Europe et comprendra les articles suivants :

— Déclaration des sections européennes de la IV^e Internationale sur les élections européennes.

— Situation du Marché commun (Ernest Mandel) et question de l'intégration de l'Espagne et du Portugal.

— Analyse d'une question coloniale au cœur de l'Europe : l'Irlande, avec une interview exclusive d'un dirigeant du Sinn Fein.

— L'état des rapports entre la CEE et les pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP).

— La politique bourgeoise en matière de défense européenne et les rapports Est-Ouest.

— Un exemple de restructuration industrielle capitaliste : la sidérurgie belge.

— Un dossier sur les travailleurs immigrés en Europe.

● Le numéro 174, disponible au rassemblement de la LCR des 26 et 27 mai prochains, sera consacré aux luttes contre l'austérité et la militarisation avec notamment :

— Un bilan des luttes sociales dans l'Etat espagnol.

— L'historique des mobilisations ouvrières à la Fiat de Turin.

— La question femme et le temps partiel en Europe.

— La situation de l'opposition syndicale en France.

— La bataille sur la semaine de 35 heures en RFA.

— Un reportage sur les formes d'organisation à la base dans les entreprises en Suède.

— Un dossier sur la militarisation et les problèmes de défense en Méditerranée.

Outre ces deux numéros exceptionnels qui appellent une diffusion particulière et plus large, nous pouvons annoncer au sommaire d'*Inprecor* dans les deux mois à venir : le X^e anniversaire de la révolution portugaise, la situation en Afrique australe, la question paysanne en Europe et dans l'Etat espagnol, la recomposition ouvrière en Uruguay, etc.

Autant de raisons de commander les deux numéros spéciaux qui seront vendus au prix unitaire habituel de 12 francs, ou de s'abonner à *Inprecor* (250 F pour 25 numéros par voie de surface) en s'adressant à :

Inprecor, 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil.

Inprecor est aussi régulièrement en vente à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis 75011 Paris.

Inprecor